

LE MONDE SELON POUTINE

QUELLE VISION DU MONDE POUR POUTINE ? QUELLE SOCIÉTÉ RUSSE VEUT-IL CRÉER ?

Par William THAY, Président du Millénaire

Pierre CLAIRÉ et Matthieu HOCQUE, Directeur adjoint des études

Thibault ARONDEL, analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

La Russie est un marqueur de l'évolution des grandes mutations mondiales. La chute de l'Union soviétique le 25 décembre 1991 laisse penser que le triomphe de la démocratie libérale est inexorable. Il s'agit de la thèse de Francis Fukuyama dans *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme*. En effet, la parenthèse Boris Eltsine symbolise la victoire du camp occidental par l'ouverture libérale sur le plan politique avec le pluralisme des candidatures et sur le plan économique avec les privatisations et la fin du communisme. Ce processus interne à la Russie entraîne dans son sillon la perspective d'une libéralisation de régimes dans l'espace post-soviétique et même dans le monde entier avec le repli du communisme en Asie Mineure, en Asie du Sud et de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique.

Seulement, Vladimir Poutine incarne depuis 2000 le redressement de la Russie et son retour comme grande puissance. Cela se décline dans des ambitions de long terme, qui si elles peuvent s'adapter au contexte, conservent la même finalité : **faire renaître la Grandeur Russe au XXIème siècle** pour parvenir à deux grands objectifs : transformer la société russe à son image pour éviter un déclin moral et civilisationnel sur le modèle de l'Occident et remodeler l'ordre du monde en faveur d'un monde multipolaire avec des relations rééquilibrées entre l'Orient et l'Occident. Pour cela, le président russe a eu besoin de 5 mandats.

Sur la première partie de son règne (2000-2008), Vladimir Poutine a eu besoin de réarmer son pays pour le redresser alors que les indicateurs socio-économiques étaient dans le rouge (production de richesses, taux de pauvreté et de chômage, espérance de vie, etc.). Cela l'a conduit à adopter une politique pragmatique conciliant liberté, privatisations et soutien de certains oligarques avec un protectionnisme de certains secteurs stratégiques en voie de redressement (agriculture, hydrocarbures, métallurgie ou encore énergie). Sur le plan international, cela s'est traduit

par un rapprochement avec l'Occident symbolisé par l'adhésion de la Russie à l'OMC en 2011.

Sur la deuxième partie de son règne (2012-2021), **Vladimir Poutine s'éloigne de l'Occident sur fond de désaccords en Géorgie, en Ukraine et surtout en Syrie où il bloque l'intervention occidentale en 2011 et devient le premier leader non-occidental à dire non à l'Occident.** De plus, il ajoute au renforcement du contrôle de l'État déjà engagé, le renforcement du contrôle de la société. Son ambition de bâtir une société russe du XXI^{ème} siècle davantage portée sur les valeurs traditionnelles et religieuses à la différence d'un Occident qu'il juge en décadence. Son objectif in fine est d'éviter à la Russie pourtant puissance européenne historique de suivre le même chemin que les puissances ouest-européennes. Sa proposition de modèle antagoniste à l'Occident en étant plus autoritaire et plus traditionnelle séduit une partie du Sud Global ce qui lui ouvre de nouvelles alliances.

Dans un contexte de bienveillance relative du Sud Global à son égard, Vladimir Poutine accélère son calendrier après la crise sanitaire pour faire de la Russie une puissance dominante à la fin de la décennie 2020. La guerre en Ukraine s'inscrit dans ce paradigme où ce dernier entend : **réunifier la nation russe sur un modèle antagoniste à l'Occident et proche des modèles similaires comme en Chine, Iran ou en Turquie et remodeler l'ordre du monde en fonction de sa vision historique et politique.**

Sa réélection quasi-certaine en mars 2024 doit conduire l'Occident à s'interroger sur nos rapports avec Vladimir Poutine qui pourrait rester jusqu'en 2036. Après une revue de l'évolution de ses intentions au cours de ses deux règnes successifs, cette note vise à déterminer quelles sont les intentions de Vladimir Poutine après la guerre en Ukraine et pour les prochaines décennies.

AVANT-PROPOS	2
<i>L'avènement d'un nostalgique de la période soviétique : Un Poutine proche de l'Occident (2000-2012)</i>	<i>5</i>
Son parcours avant le pouvoir	5
Son arrivée au sommet et ses premières années au pouvoir	9
La parenthèse Dimitri Medvedev	17
Sa méthode et son exercice du pouvoir	22
<i>La rupture avec l'Occident (2012-2021).....</i>	<i>28</i>
Son retour comme président.....	28
vers une renaissance russe ?	38
La préparation de la décennie 2020 pour concrétiser le rêve russe.....	43
Un style plus abrupt et un exercice du pouvoir plus autocratique	47
Champion de la Grande Russie et la rupture avec les Occidentaux	52
<i>Guerre en Ukraine ET mise en application.....</i>	<i>55</i>
Guerre en Ukraine : le nouveau paria de l'Occident	55
LES INTENTIONS DE VLADIMIR POUTINE EN UKRAINE.....	55
LA GUERRE EN UKRAINE ET SES REPERCUSSIONS	58
L'après-guerre en Ukraine : que compte faire Vladimir Poutine ?.....	63
GAGNER LA GUERRE EN UKRAINE.....	63
Quelle vision de la société russe au XXIème siècle ?.....	85
UNE ELECTION PRESIDENTIELLE : POUR QUELLES SUITES ?	87
PERSPECTIVES ELECTORALES : VERS UNE REELECTION TRIOMPHALE	88
PERSPECTIVES A L'INTERNATIONAL :	90
QUEL APRES VLADIMIR POUTINE POUR LA RUSSIE ?.....	92
L'après-Poutine : le réveil des nationalismes ?	95
Fin de Poutine : Une chute de l'économie	97
CONCLUSION.....	100

L'AVENEMENT D'UN NOSTALGIQUE DE L'URSS : UN POUTINE PROCHE DE L'OCCIDENT (2000-2012)

SON PARCOURS AVANT LE POUVOIR

Un début de parcours structurant sa vision du monde et la façon dont la Russie peut être puissante : Vladimir Poutine, avant d'accéder à la présidence de la Fédération de Russie en 2000, a eu un parcours qui a grandement influencé ses vues politiques, notamment concernant l'effondrement de l'Union Soviétique. Né en 1952 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), **Poutine a vécu son adolescence et sa jeunesse dans une Union soviétique poststalinienne au plus haut de sa puissance dans les années 1960-1970.** En effet, si Staline avait permis de refaire de la nation russe une puissance européenne après la grande guerre patriotique lors de la Seconde guerre mondiale, **les années Khrouchtchev et surtout Brejnev marquent un certain rattrapage de la puissance américaine tant en termes de hard power que de soft power au niveau mondial.** En effet, d'un côté sur le hard power, les années 1960 voient les Etats-Unis en difficulté à la fois sur la dimension militaire en ne parvenant pas à renverser le régime de Castro en 1962 et au Vietnam à partir de janvier 1968 ; sur le plan technologique accusant d'un retard scientifique sur la conquête spatiale au début des années 1960. De l'autre côté sur le soft power, l'URSS de Brejnev s'impose comme un pôle d'attractivité mondial. La superpuissance soviétique séduit de nombreux pays du Sud issus de la décolonisation au Moyen-Orient (Yémen en 1968, sans compter l'Egypte ou la Syrie), en Asie (Vietnam, Cambodge, sans compter la Corée du Nord et la Chine populaire bien que les relations avec Mao Zedong sont extrêmement dégradées) et surtout en Afrique (Angola, Mozambique, Congo, Ethiopie, Somalie ou Madagascar) tout en renforçant son contrôle des Etats de l'Europe de l'Est (coup de Prague 1968) par la doctrine de la responsabilité limitée. Ainsi, **Vladimir Poutine débute son parcours scolaire et académique dans une Union Soviétique puissante avec la recette d'une Russie puissante : une**

armée crainte dans le monde entier invaincue sur le plan militaire à la différence de l'armée américaine au Vietnam ou française en Indochine battue lors de la décolonisation (1), un modèle politique attractif pour de nombreux pays du Sud qui basculent de l'Ouest vers l'Est (2), un contrôle de son voisinage proche (3), une puissance technologique dans les ruptures technologiques (4) et enfin une activité internationale forte (soutien de révoltes populaires, financement de partis communistes dans le monde entier, etc.) permettant à l'URSS d'être en position de force pour obtenir des accords internationaux avantageux comme les accords SALT I et SALT II qui maintiennent une parité nucléaire avec les Etats-Unis (5). Il s'agit d'une période marquante pour Vladimir Poutine qui a façonné ses idéologies et perceptions futures.

Après des études de droit à l'Université de Leningrad, Vladimir Poutine a rejoint le KGB, le service de renseignement extérieur soviétique en 1975, où il a travaillé pendant 16 ans. Sa carrière au KGB, en 1985, il est affecté au service de contre-espionnage de Dresde en Allemagne de l'Est, où il passe cinq années sous le nom d'officier Platov, et y obtient le grade de lieutenant-colonel. Cette expérience lui a donné un aperçu précieux sur les opérations internationales et la mentalité sécuritaire de l'URSS, renforçant sa croyance dans l'importance d'un État fort et centralisé.

Une seconde moitié de parcours structurant sa vision de la pratique du pouvoir :

L'effondrement de l'URSS en 1991 a été un tournant pour Vladimir Poutine. Il a publiquement exprimé que **la dissolution de l'Union Soviétique était la "plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle"**. Cette perception découle non seulement d'un sentiment de perte d'une grande puissance, mais également d'une inquiétude face au chaos politique et économique qui a suivi, affectant profondément la Russie et sa population. Pour Vladimir Poutine, cet événement a souligné la nécessité de restaurer la stabilité, l'ordre et la grandeur de la Russie, des thèmes qui deviendront centraux dans sa politique future.

À la chute de l'URSS, il se retrouve sans travail et vit des moments compliqués, ce qui participe à sa nostalgie des temps soviétiques. Il occupe le poste de conseiller du recteur de l'Université de Leningrad au côté d'Anatoli Sobtchak qui fut son ancien professeur de droit. En 1991, celui-ci remporte l'élection en tant que maire de Leningrad, et Vladimir Poutine le suit en qualité de conseiller. En 1994, sa carrière politique prend un tournant décisif alors qu'il est promu premier adjoint du maire de la ville, qui a depuis été rebaptisée Saint-Pétersbourg.

Gagnant en influence, Vladimir Poutine attire l'attention de Boris Eltsine, le président russe de l'époque. En 1996, Vladimir **Poutine rejoint la présidence à Moscou, occupant divers rôles, dont la direction du FSB, le Service Fédéral de Sécurité, qui succède au KGB.** En août 1999, il est nommé Premier ministre de la Fédération de Russie. Quelques mois plus tard, à la suite de la démission de Boris Eltsine en décembre 1999, Poutine assume la présidence par intérim.

Ces rôles ont préparé Vladimir Poutine à la présidence, lui fournissant une plateforme pour commencer à appliquer sa vision de la Russie, une vision profondément influencée par son expérience du déclin et de la chute de l'URSS. Son idéal d'une grande Russie a été nourri de ses différentes expériences, et l'ont rendu nostalgique d'une époque bénie qui n'aurait jamais dû finir. **Les premières années de la démocratie, marquées par la corruption, l'insécurité et le déclin économique lui laissent penser que la Russie a besoin d'un Etat fort et centralisé.** La démocratie et les valeurs libérales importées de l'Occident sont vus comme responsables de la débâcle de la Russie, qui n'est que l'ombre d'elle-même tant au niveau intérieur que sur le plan international. Ce changement brutal, accompagné d'un déclassement a participé à nourrir son aigreur et son envie de remettre la Grande Russie sur le toit du monde, quoi qu'il en coûte.

La période de Boris Eltsine est importante pour comprendre la vision de Vladimir sur la façon d'exercer et d'organiser le pouvoir. A ce titre,

Vladimir Poutine voit le délitement du système politique de l'URSS se faire autour de deux élections clés : l'élection présidentielle de 1991 menant Boris Eltsine à la victoire (1) et l'élection présidentielle de 1996 conduisant à sa réélection (2).

D'une part, l'élection de Boris Eltsine de 1991 s'est jouée entre le choix du maintien du système du parti unique et l'ouverture au pluralisme partisan. Les Russes en votent au 1er tour pour Boris Eltsine à 58,56% des voix contre le Parti communiste représenté par Nikolaï Ryjkov, obtenant 17,22% des voix. Cette élection se tient alors que l'URSS existe toujours, d'où une très grande liberté électorale et transparence accordée aux candidats en pleine Perestroïka. Seulement, l'ouverture du régime poussée par la frange libérale de la nomenklatura affaiblit le régime vis à vis des autres républiques de la fédération comme dans le Caucase ou en Asie Mineure. Ainsi, pour Vladimir Poutine, **cela conforte l'idée qu'une ouverture libérale du régime ne peut conduire qu'au discrédit de ses institutions et donc à sa chute.**

D'autre part, la réélection de Boris Eltsine en 1996 lui offre un nouvel enseignement : un vote "utile" ou "de moindre mal" ne conduit qu'à un échec politique. En effet, en 1991, Boris Eltsine est plutôt élu sur un vote d'adhésion à la libéralisation du pays dans le cadre soviétique, plutôt que sur un simple refus du Parti communiste qui reste malgré tout important durant toute la décennie. En revanche, en 1996, Boris Eltsine est réélu surtout pour contrer la progression du Parti communiste, sans compter les fraudes électorales. En effet, le président russe enregistre un score de 35,79% au premier tour, soit 23 points de moins que 5 ans auparavant. En effet, ni le peuple russe, qui ne veut pas de ses réformes économiques et ni la nomenklatura, qui ne veut pas de la guerre de Tchétchénie, ne soutiennent Boris Eltsine. **Son élection au second tour contre le candidat communiste Guennadi Ziouganov marque Vladimir Poutine : un président russe ne peut être élu que par adhésion de la population russe à son projet politique.**

A partir de ces deux élections Vladimir Poutine développe sa conception de la pratique du pouvoir : **un pouvoir fort contre la nomenklatura libérale favorable au pluralisme (1) et un pouvoir attractif dont le projet séduit massivement les Russes (2).**

Dans ses premières années au pouvoir, Poutine s'est concentré sur la consolidation de l'autorité centrale et sur la stabilisation du pays, tout en exprimant régulièrement la nécessité de restaurer la grandeur de la Russie sur la scène mondiale. Ces ambitions peuvent être vues comme une réponse directe à ses expériences et observations de l'effondrement soviétique, cherchant à éviter une répétition de ces événements et à redéfinir la Russie en tant que puissance globale respectée.

Ainsi, **les années pré-présidentielles de Vladimir Poutine ont été caractérisées par une série d'expériences qui ont non seulement façonné son approche de la gouvernance mais ont également établi les fondements de sa vision politique.** Sa perception de l'effondrement de l'URSS comme une tragédie majeure a jeté les bases de sa quête ultérieure pour revitaliser la Russie et restaurer son statut de grande puissance sur la scène internationale.

SON ARRIVEE AU SOMMET ET SES PREMIERES ANNEES AU POUVOIR

Le 26 mars 2000, **Vladimir Poutine accède à la présidence de la Fédération de Russie dès le premier tour, avant d'être réélu en mars 2004.** Durant ses deux mandats successifs, il œuvre au redressement économique du pays, nourrissant l'ambition de restaurer la grandeur de la Russie.

Dans sa lutte contre l'exil fiscal des oligarques financiers, Vladimir Poutine adopte des mesures drastiques, entraînant l'incarcération de certains d'entre eux, parmi lesquels l'ancien président du groupe pétrolier Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski. Celui-ci est condamné à 10 ans de détention en Sibérie, symbolisant la fermeté et la lutte du gouvernement contre l'évasion fiscale et semble sonner aux yeux de la population comme une lutte contre l'impunité des oligarques.

Ascension à la présidence

Dans les dernières heures de 1999, Boris Eltsine démissionna, ouvrant la voie à Vladimir Poutine, alors Premier ministre, pour devenir le président par intérim de la Russie. Officiellement élu à la présidence en mars 2000 avec 53,44% des voix, Vladimir Poutine est entré en fonction au milieu d'une nation aux prises avec l'instabilité économique, la désillusion sociale et l'incertitude politique. Son passé d'officier du KGB et son mandat à la tête du FSB étaient perçus comme les signes d'un leader qui privilégierait l'ordre et la sécurité.

:

Résultats des élections présidentielles (en %) par âge, Russie, 1991-2004¹

<i>Groupes d'âge</i>	<i>1991</i>	<i>1996</i>	<i>2000</i>	<i>2004</i>
<i>Vainqueur</i>				
	<i>Eltsine</i>	<i>Eltsine</i>	<i>Poutine</i>	<i>Poutine</i>
18-19	41	47	32	61
20-24	58	47	29	50
25-29	59	51	28	58
30-39	67	43	37	52
40-49	68	37	39	54
50-54	68	42	40	53
55-59	64	42	38	62
60 et plus	59	34	37	55
Âge moyen	—	42	46	46

D'après l'échelle des âges utilisée lors du sondage de 1991.

Résultats des abstentions (en %) à la présidentielle par âge, Russie, 1991-2004²

¹ D'Eltsine à Poutine, Les élections présidentielles de Russie de 1991-2004, Youri Levada, Pouvoirs, 2005.

² Ibid.

<i>Groupes d'âge</i>	<i>1991</i>	<i>1996</i>	<i>2000</i>	<i>2004</i>
18-19	42	52	49	52
20-24	27	41	57	55
25-29	22	42	33	43
30-39	13	35	37	40
40-49	8	27	26	34
50-54	7	21	21	28
55-59	5	19	30	31
60 et plus	14	19	19	22
Total	16	29	31	35

Vladimir Poutine l'emporte au premier tour en 2000. Cela s'explique par deux raisons majeures. Tout d'abord, en tant que président par intérim de Boris Eltsine, **il est le candidat soutenu par l'appareil d'Etat**. Les chaînes de radio et de télévision soutiennent sa campagne électorale tout comme l'administration en charge de la tenue des élections avec des fraudes, des bourrages et des destructions d'urnes (1). Seulement, ce n'est pas le seul appareil d'Etat qui suffit à Vladimir Poutine pour l'emporter. **Le président par intérim réalise d'excellents scores électoraux sur deux électorats clés : les actifs seniors (+40 ans) et les retraités (60 ans et +) pour deux raisons différentes.** S'agissant des actifs, le nouveau chef de la Russie propose un projet économique de redressement de la production agricole, énergétique, industriel favorisant l'emploi et le travail, tandis que les retraités sont davantage portés sur l'unité de la Fédération de Russie pour éviter de revivre le délabrement de 1991 et sont donc sensibles à la répression de la révolte tchétchène en 1999 avec sa fameuse citation : "buter les terroristes jusque dans les chiottes". Ces deux facteurs sont à l'origine de la victoire politique de Vladimir Poutine dès le premier tour avec 53,44% des voix. Ainsi, il serait faux de penser que seule la corruption et le vol d'élections expliquent la victoire de Vladimir Poutine et son installation au Kremlin.

Un premier mandat décisif pour l'installation du régime poutinien :

- **Guerre de Tchétchénie** : L'un des premiers défis majeurs de Poutine a été le conflit en cours en Tchétchénie. Poutine a adopté une position intransigeante, intensifiant les opérations militaires contre les séparatistes tchétchènes. Cette approche, bien que controversée, a aidé à solidifier son image de leader décisif engagé pour l'intégrité territoriale et la sécurité de la Russie. Cette guerre est marquée par le refus de Poutine de reconnaître les instances et leaders tchéchènes car non élus selon les lois russes, alors même que ceux-ci avaient été reconnu par Boris Eltsine. La figure d'Akhmad Kadyrov est centrale, d'abord opposé à Moscou, il devint président de la Tchétchénie avant d'être assassiné dans des conditions douteuses. Son fils, Ramdan Kadyrov, sera promu par le Kremlin et vu comme un pion nécessaire pour éviter une reprise des tensions sur place. Ainsi, cet épisode renforce l'autorité de Vladimir Poutine auprès des minorités musulmanes du Caucase qui peut facilement affaiblir le régime russe.
- **Politique intérieure** : Vladimir Poutine a initié des changements significatifs dans la structure politique de la Russie, visant à consolider le pouvoir au niveau fédéral. Cela incluait des réformes des districts fédéraux et un contrôle renforcé sur les gouverneurs régionaux. Ces mouvements étaient justifiés comme nécessaires à l'unité nationale mais critiqués pour avoir miné l'autonomie régionale et les processus démocratiques. Il a ainsi nommé des oligarques qui lui devaient tout ou certains de ses proches à des postes importants pour mieux garantir son emprise sur le plus grand pays du monde. L'exemple de Kadyrov est caractéristique de cela, et en général les hommes de confiance de Poutine lui sont inféodés et lui permettent de ne pas être remis en cause. Cet exercice du pouvoir et cette mainmise centrale sont caractéristiques de la vision centralisatrice de Vladimir Poutine.
- **Politique étrangère** : La politique étrangère de Poutine a initialement cherché à maintenir et améliorer les relations avec l'Occident,

notamment par la coopération de la Russie avec les États-Unis après les attentats du 11 septembre. En effet, Vladimir Poutine s'étant illustré en 1999-2000 dans la guerre contre le terrorisme tchétchène, il apparaît un acteur de poids pour lutter contre le terrorisme islamique qui menace désormais l'Amérique. Cependant, des tensions sont restées, en particulier concernant l'expansion de l'OTAN et le retrait des États-Unis du traité ABM. La Russie était un interlocuteur important dans le cadre du G8 par exemple, et tous les dirigeants s'affichaient avec Vladimir Poutine. De ces années, date la relation privilégiée entre l'Allemagne et la Russie par le biais du couple Poutine-Schröder (qui sera nommé à un poste clé chez Gazprom une fois sa carrière politique achevée à Berlin). Cette relation ambiguë avec l'Occident a forgé sa croyance que malgré les efforts, la Russie ne serait jamais considérée comme l'égal de ces pays. La Guerre froide a définitivement laissé des traces et il a pu voir que, malgré ses efforts, il n'arrivait pas à être considéré par des États qui continuaient à se méfier de Vladimir Poutine. Nostalgique de l'Empire soviétique perdu, Poutine a continué à nouer des liens forts avec les anciennes républiques soviétiques, surtout en Asie centrale. Sous son premier mandat, OTSC a gagné le statut d'une organisation collective de sécurité, sorte d'égal de l'OTAN pour cette région et pour l'ancien monde soviétique, comme pour se consoler de la perte de l'Empire. En 2001, il signe avec la Chine et d'autres pays un traité appelé le Traité de Coopération de Shanghai, pour augmenter sa présence en Asie.

Conditions économiques et réformes

L'économie russe au début de la présidence de Vladimir Poutine se remettait de la crise financière dévastatrice de 1998. Grâce à une combinaison de la hausse des prix mondiaux du pétrole et des réformes économiques, incluant la simplification du système fiscal et l'amélioration des conditions pour les entreprises et les investissements, l'économie russe a commencé à montrer une croissance robuste. Ainsi, les retombées économiques de la croissance russe permettent à l'Etat de dégager des

revenus pour investir dans les services publics de la Santé, de l'Education et du Logement. Ces développements ont conduit à une amélioration significative du niveau de vie de nombreux Russes et ont renforcé la popularité de Poutine.

La réussite du modèle économique mis en place par Vladimir Poutine repose à la fois sur une conjoncture économique mondiale améliorée, mais également sur un pragmatisme économique conciliant interventionnisme étatique et maintien des privatisations pour soutenir les oligarques.

Défis et obstacles

Vladimir Poutine a été confronté à des défis significatifs, notamment la gestion de la relation avec les oligarques qui avaient accumulé une richesse et une influence énormes pendant les années 1990. Son gouvernement a affronté plusieurs oligarques de haut profil, ce qui a abouti soit à leur alignement avec le Kremlin, soit à leur chute, un processus emblématique de l'approche de Vladimir Poutine pour consolider le pouvoir.

La critique venait à la fois de l'intérieur de la Russie et de l'étranger pour ce qui était perçu comme une érosion des libertés démocratiques, en particulier concernant l'indépendance des médias et l'opposition politique. Le conflit tchétchène est également resté un point de contentieux, les organisations de droits de l'homme soulignant les abus. Durant ces premières années au pouvoir, **Vladimir Poutine a acquis une image d'homme dur, preuve en est sa gestion de la crise tchétchène** quand il déclara vouloir chasser les terroristes jusqu'aux toilettes. Les oligarques qui sortaient du rang étant rappelés à l'ordre et puni comme il se doit.

Aspects sociaux et culturels

Les premières présidences de Vladimir Poutine ont été marquées par une résurgence de la fierté nationale parmi les Russes, qui ont vu leur pays retrouver sa stature sur la scène mondiale. Cela contrastait fortement avec les années 1990, une période souvent associée au déclin et au chaos.

Le contrôle du gouvernement sur les principaux médias nationaux a permis une narration qui mettait l'accent sur la stabilité, la croissance et la réaffirmation de la Russie en tant que puissance mondiale. D'autant plus que les médias ont contribué à son élection présidentielle en 2000.

Héritage du premier mandat et au-delà

Lors de l'élection présidentielle russe de 2004, Vladimir Poutine a été réélu pour un second mandat avec une victoire écrasante (71,91% des voix), marquant un moment clé dans l'histoire post-soviétique de la Russie. Cette élection était significative non seulement pour ses résultats mais aussi pour les événements qui l'entouraient, la répartition des votes entre différentes tranches d'âge, les réactions qu'elle a suscitées dans le monde entier et les raisons de la victoire de Vladimir Poutine.

L'élection a eu lieu le 14 mars 2004. Vladimir Poutine, candidat à sa réélection, était face à plusieurs candidats, mais aucun ne représentait un défi significatif pour sa candidature. Les résultats officiels annoncés par la Commission électorale centrale indiquaient que **Vladimir Poutine avait remporté environ plus de deux tiers des voix, une augmentation substantielle de 18 points par rapport à sa première élection en 2000**. Son concurrent le plus proche, Nikolai Kharitonov, un candidat soutenu par les communistes, n'a recueilli que 14 % des voix environ.

Cela s'explique car le chef de l'Etat consolide ses électors clés des actifs et des retraités d'une part tout en élargissant son assise électorale d'autre part, notamment auprès des -30 ans et surtout des jeunes (-25 ans). En effet, **le président russe double son score auprès des -20 ans pour atteindre 62% des jeunes, et n'est pas loin de doubler son score pour les 30-20 ans** grâce à la reprise économique, l'amélioration de l'IDH et les investissements dans les services publics. Ainsi, la répartition des votes lors de l'élection de 2004 variait selon les différentes tranches d'âge, reflétant les tendances sociétales plus larges et les attitudes envers la direction de Vladimir Poutine. Les

électeurs plus jeunes, qui étaient devenus majeurs pendant le premier mandat de Vladimir Poutine, ont montré un soutien fort pour lui, appréciant la stabilité et la croissance économique que la Russie avait connues pendant sa présidence. Les électeurs plus âgés, en particulier ceux qui étaient nostalgiques de l'ère soviétique, étaient plus susceptibles de soutenir des candidats communistes ou nationalistes mais ont tout de même voté pour Vladimir Poutine en nombre significatif en raison de ses promesses de stabilité et de fierté nationale.

La réaction internationale à l'élection de 2004 était mitigée. De nombreux gouvernements occidentaux et observateurs internationaux ont reconnu les résultats de l'élection tout en exprimant des préoccupations quant à l'équité et à la transparence du processus électoral. Les critiques se sont concentrées sur le manque de liberté des médias et des conditions égales pour tous les candidats, ce qui était perçu comme donnant à Vladimir Poutine un avantage déloyal. Néanmoins, la plupart des acteurs internationaux ont accepté la victoire de Vladimir Poutine, voyant le maintien de l'engagement avec la Russie comme essentiel pour la stabilité et la coopération mondiales.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'écrasante victoire de Poutine lors des élections de 2004. Premièrement, la croissance économique et la stabilité que la Russie a connues pendant son premier mandat ont augmenté sa popularité parmi la population russe. Vladimir Poutine était crédité d'avoir restauré l'ordre après les années 1990 tumultueuses, renforçant son image de leader capable d'assurer la prospérité et la sécurité de la Russie. Deuxièmement, son contrôle sur les médias d'État lui a permis de dominer le récit électoral, limitant la visibilité de ses opposants et leur capacité à le défier efficacement. Enfin, l'absence d'une opposition forte ou unifiée signifiait que Vladimir Poutine n'avait pas de concurrents sérieux, rendant sa victoire presque une conclusion inévitable.

L'élection présidentielle russe de 2004 a été un moment pivot qui a consolidé l'emprise de Vladimir Poutine sur le pouvoir, préparant le terrain pour sa direction continue dans les années à suivre. L'élection reflétait la

capacité de Vladimir Poutine à plaire à un large segment de la population russe, les défis de la conduite d'élections libres et équitables dans un environnement contrôlé par les médias, et la relation complexe de la communauté internationale avec la Russie. Alors que la victoire de Vladimir Poutine était célébrée par ses partisans comme un mandat pour la stabilité et la croissance continues, elle soulevait également des questions sur l'avenir de la démocratie et du pluralisme politique en Russie. De surcroît, **l'élection de 2004 met fin à la parenthèse pluraliste de la Russie ouverte lors de l'élection de 1996**. En effet, sur les 6 candidats en lice, 4 d'entre-eux n'obtiennent pas 5% des suffrages les disqualifiant politiquement, dont le parti libéral d'extrême droite, troisième force politique, qui avait enregistré 11,45% aux élections législatives de 2003 à la Douma. A ce titre, Vladimir Poutine incarne aux yeux de la société russe à la fois la modernité du XXIème siècle, ce qui démonétise le vote libéral, mais également le rêve de grandeur de l'empire russe, ce qui démonétise le vote communiste. C'est pourquoi, à partir de l'élection de 2004 dans le système politique russe, **Vladimir Poutine incarne une sorte de parti dominant de gouvernement de centre-droit dont l'assise électorale est extrêmement large**.

L'ascension de Vladimir Poutine à la présidence et ses actions jusqu'en 2008 ont profondément influencé la direction de la Russie. En se concentrant sur la stabilité, l'amélioration économique et la restauration de la Russie en tant qu'État-nation puissant, **Vladimir Poutine a répondu aux désirs immédiats de nombreux Russes mais a également initié des débats sur les implications à long terme pour la démocratie et les libertés civiles en Russie**. Ses premières années de présidence ont préparé le terrain pour la stratégie politique, économique et internationale durable de la Russie sous sa direction.

LA PARENTHÈSE DIMITRI MEDVEDEV

Dimitri Medvedev a pris ses fonctions en mai 2008, choisi par Vladimir Poutine, qui est ensuite devenu Premier ministre. La présidence de Dimitri Medvedev a été vue par beaucoup comme une continuation du leadership

de Vladimir Poutine, étant donné leur relation de travail étroite et la loyauté de Dimitri Medvedev envers Vladimir Poutine. En effet, l'ancien Premier ministre de Vladimir Poutine est élu avec 71,25% des voix, soit l'assise électorale obtenue par Vladimir Poutine durant ses deux premiers mandats présidentiels. L'élection de 2008 entérine la dynamique de 2004 à savoir la fin du pluralisme politique en Russie. Seuls 4 candidats concourent finalement en mars 2008 : Dimitri Medvedev pour le parti présidentiel Russie unie, Guennadi Ziouganov pour le Parti communiste de la fédération de Russie, déjà candidat en 2004, Vladimir Jirinovski pour le parti libéral-démocrate et enfin Andreï Bogdanov pour le parti démocratique (une scission du parti libéral démocrate). La candidature de Dimitri Medvedev ne bouscule pas les équilibres politiques nationaux en Russie.

En revanche, Dimitri Medvedev s'est présenté comme une alternative plus libérale, plaidant pour la modernisation de l'économie russe et des améliorations dans l'Etat de droit.

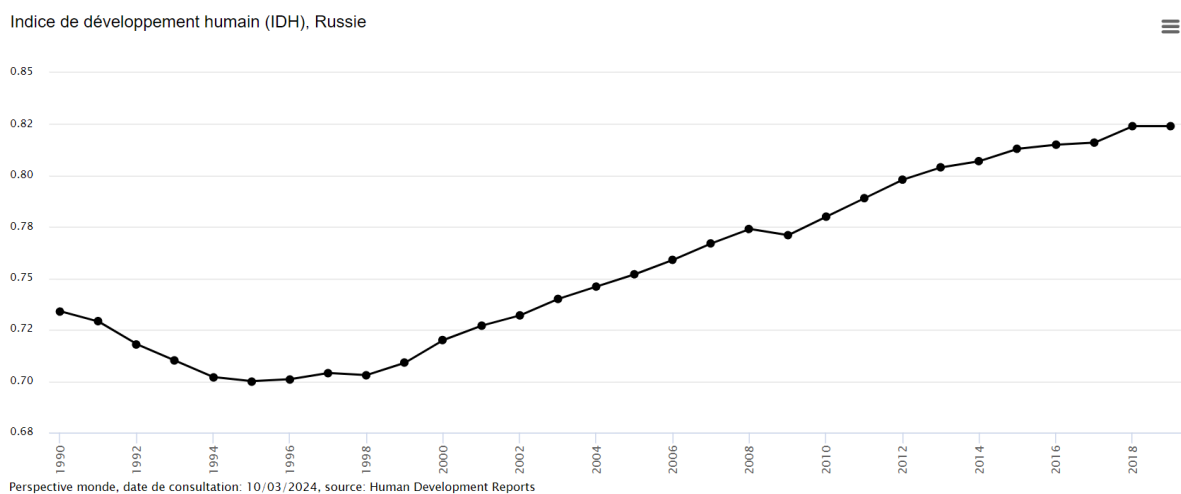
Relations avec l'Occident

Le mandat de Dimitri Medvedev a marqué un bref "redémarrage" des relations avec les États-Unis et des liens quelque peu plus chaleureux avec l'Europe. Le "redémarrage", initié par l'administration Obama, visait à améliorer les relations bilatérales, à aborder le contrôle des armes stratégiques et à coopérer sur des questions comme le programme nucléaire de l'Iran. Cette période a vu la signature du traité New START en 2010, réduisant les arsenaux nucléaires des deux pays.

Cependant, la relation a fait face à des défis, y compris des désaccords sur l'expansion de l'OTAN en 2004 qui intègre les pays Baltes, le système de défense antimissile en Europe et la guerre de la Russie avec la Géorgie en 2008. Ce dernier événement a particulièrement tendu les relations de la Russie avec l'Occident, car il a été largement condamné par les gouvernements occidentaux.

Une Russie en voie de modernisation ?

La présidence de Medvedev a souligné la modernisation et l'avancement technologique comme clés de l'avenir de la Russie. **Il a promu le développement de Skolkovo, l'équivalent russe de la Silicon Valley, pour favoriser l'innovation et diversifier l'économie loin de sa forte dépendance envers le pétrole et le gaz.** Seulement, le président russe doit affronter un contexte économique et énergétique international moribond qui affaiblit la Russie. Cela s'explique par la crise économique de 2008 qui contraint brutalement la demande des économies occidentales qui par conséquent consomment moins d'hydrocarbures. En effet, pour la première fois depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, l'Indice de développement humain russe diminue en 2008 car l'Etat russe ne dispose plus de suffisamment de ressources financières pour soutenir l'emploi et les services publics.



Medvedev a également plaidé pour des réformes légales et judiciaires, bien que les changements significatifs aient été limités. Si ce ralentissement économique et social n'affaiblit pas le couple présidentiel dans les faits, **le parti Russie unie perd des voix dans les différentes élections intermédiaires, locales et surtout aux législatives de 2011 puisque le parti présidentiel perd près de 15 points (soit 77 sièges sur les 315 sièges qu'il comptait).** Ainsi, pour la première fois Vladimir Poutine doit composer avec une opposition en croissance au début des années 2010, même si elle n'est certes pas existante au niveau national. Il s'agit d'un point majeur pour

l'ancien président Russe qui comprend que si la majorité des Russes lui accordent tout de même leur confiance pour guider le pays face aux grands bouleversements mondiaux (crise économique, crise énergétique, montée de la Chine, révoltes des peuples dans le monde avec les Révolutions Orange, les Printemps Arabes, etc.), **le leader russe doit veiller à composer avec son opinion publique dans ses choix stratégiques et son projet de grandeur russe.**

Événements internationaux majeurs :

La présidence de Medvedev est jalonnée d'événements politiques internationaux majeurs qui constituent un tournant pour la stratégie de Vladimir Poutine.

- **Guerre de 2008 en Géorgie** : Au début de la présidence de Medvedev, la Russie s'est engagée dans un conflit bref mais intense avec la Géorgie au sujet des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Le conflit a abouti à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de ces régions, une mesure largement critiquée par la communauté internationale et qui a conduit à une détérioration significative des relations Russie-Géorgie.
 - La guerre en Géorgie réveille l'instinct de Vladimir Poutine d'une guerre froide 2.0 face aux puissances occidentales avec la menace d'un OTAN aux portes de la Russie. En effet, le référendum de géorgien du 5 janvier 2008 où 77% des votants s'expriment en faveur d'une adhésion à l'OTAN, laisse à penser au leader russe que sans volontarisme politique, la Russie perdra son influence dans le Caucase et en Europe de l'Est au profit des démocraties libérales qui chercheront à élargir l'OTAN le plus loin possible.
- **Crash de l'Avion de l'Armée de l'Air Polonaise en 2010** : Le tragique crash près de Smolensk, en Russie, a tué plusieurs membres de l'élite politique et militaire polonaise, y compris le président de la Pologne, Lech Kaczyński. Malgré la solidarité et la sympathie initiales entre la Russie et la Pologne, l'enquête sur le crash est devenue plus tard une source de tension.

- **Printemps Arabes:** La série de soulèvements à travers le monde arabe pendant la présidence de Medvedev a présenté des défis à la politique étrangère de la Russie. En effet, pour la première fois depuis l'accession à la présidence russe, Vladimir Poutine avait l'occasion d'influencer une autre zone géographique que le voisinage russe, et de ce fait, replacer la Russie dans le Concert des Nations. Vladimir Poutine est d'abord plutôt méfiant des Printemps Arabes en raison de la progression des mouvements islamistes en Egypte ou en Tunisie comme les Frères Musulmans en parallèle des oppositions libérales. Cela s'explique au regard de la prégnance des tensions avec les nations musulmanes au sein de la Fédération de Russie dans le Caucase alors même que les positions russes notamment en Tchétchénie ne sont pas encore aussi fortes et Razman Kadyrov doit composer encore avec des combattants tchétchènes retranchés dans les montagnes. Au cours de cette phase de méfiance à l'égard des mouvements, cela les conduit à s'abstenir sur le vote du Conseil de Sécurité de l'ONU sur l'intervention militaire occidentale en Libye. Il s'agit d'une que Poutine aurait regrettée. — ce qui souligne les différences dans les approches de politique étrangère entre Medvedev et Poutine.
 - La gestion des Printemps Arabes par les puissances occidentales est l'occasion pour la Russie de renouer avec un espace diplomatique dans le Concert des Nations. En effet, Vladimir Poutine après avoir été méfiant et ne pas avoir protégé le régime libyen de Mouammar Kadhafi, impose à Dimitri Medvedev de tenir un veto sur la condamnation du régime syrien de Bachar Al Assad en 2011, menant jusqu'à l'intervention militaire russe en 2015 contre l'Etat islamique. **Cet épisode syrien constitue une victoire symbolique pour la Russie aux yeux du monde non-occidental, Vladimir Poutine apparaissant comme le premier leader non-occidental à dire non à une intervention militaire occidentale** alors que les stratèges des pays anglosaxons poursuivent plutôt une politique néo-conservatrice interventionniste au Moyen-Orient (Afghanistan, Irak, Libye, etc.)

Vers le retour de Vladimir Poutine au premier plan

Malgré l'accent mis par Medvedev sur la modernisation et un ton quelque peu différent en matière de politique étrangère, de nombreuses politiques de Vladimir Poutine sont restées en place. **En 2011, il a été annoncé que Poutine se présenterait à nouveau à la présidence en 2012, Medvedev se retirant pour devenir Premier ministre.** Ce changement a été vu par beaucoup comme une manœuvre stratégique pour maintenir le statu quo, Vladimir Poutine étant toujours considéré comme le leader suprême pendant la présidence de Dimitri Medvedev.

La présidence de Dimitri Medvedev a été une période de continuité et de changement pour la Russie. Tout en maintenant la trajectoire plus large établie par Vladimir Poutine, Dimitri Medvedev a cherché à présenter une position plus orientée vers la réforme et plus coopérative, notamment dans les relations étrangères avec l'Occident. Cependant, l'impact durable de sa présidence est mitigé, le redémarrage des relations entre les États-Unis et la Russie offrant une amélioration temporaire mais cédant finalement la place à des tensions renouvelées. Le retour de Poutine à la présidence en 2012 a marqué un retour à une posture plus familière dans la politique et la politique étrangère russes, renforçant la perception du mandat de Medvedev comme une interlude plutôt qu'un virage et un véritable changement.

SA METHODE ET SON EXERCICE DU POUVOIR

Le début de la première présidence de Vladimir Poutine se caractérise par une verticalisation du pouvoir à un point tel qu'**on assiste à une "super présidentialisation" de l'exécutif russe.** Le nouveau régime politique russe consolide le pouvoir du chef de l'État sur les institutions politiques fédérales, créant un déséquilibre institutionnel issu du contexte "antiparlementaire" entourant l'adoption de la nouvelle Constitution russe en 1993.

La période durant laquelle Vladimir Poutine a été président de la Russie de 2000 à 2008, suivi de son rôle de Premier ministre jusqu'en 2012 sous la présidence de Dmitry Medvedev, a été une période de transformation

significative pour la Russie, tant sur le plan interne que dans ses relations avec la communauté internationale. Cette période a mis en lumière les croyances de Poutine, ses influences, son approche de la gouvernance et son positionnement stratégique de la Russie sur la scène mondiale.

L'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine

A partir des éléments présentés dans cette première partie, il est possible de comprendre les intentions de Vladimir Poutine à l'égard de son peuple. Elles se déclinent dans un ensemble cohérent répondant à sa vision historique de la Russie telle qu'il l'a appris et telle qu'il l'a vécue durant sa jeunesse, articulé en 4 points.

Tout d'abord, **Vladimir Poutine a retenu de la période Eltsine qu'il fallait très vite décentrer le débat public russe du choix des institutions et du système.** C'est pourquoi le leader russe impose l'Etat fort ou la "super présidentialisation". Au-delà de la verticalité du pouvoir, elle permet d'évacuer des questions qui divisent la société russe. Avant Vladimir Poutine, près d'un tiers des Russes s'étaient exprimés à travers la présidentielle de 1996 en faveur d'un retour du système du Parti communiste unique et implicitement de l'Union soviétique. **Le chef du Kremlin sait qu'avec une opinion publique divisée sur la question institutionnelle, il ne pouvait entreprendre de rêves de grandeur.** Cela explique pourquoi le président russe fait finalement peu de changements constitutionnels pour un chef d'Etat autoritaire : il ne contourne pas la limitation des mandats présidentiels et ne restreint ses changements institutionnels qu'à la restructuration des districts fédéraux et à la nomination des gouverneurs, positions auparavant élues afin de renforcer son contrôle des administrations régionales. Ainsi, le chef de l'Etat russe renforce son contrôle de facto de l'Etat et du système politique russe sans pour autant brusquer l'opinion publique sur d'importants changements constitutionnels.

Deuxième point, **le chef de l'Etat russe comprend très vite les aspirations de la population russe pour un homme fort pour soutenir un Etat fort.** Son accession au pouvoir a été largement plébiscitée par les électeurs actifs et

retraités demandeurs de protection après le délitement de l'Union soviétique et qui ont apprécié sa politique brutale à l'égard des Tchétchènes. Il bâtit ainsi un story telling d'homme fort reposant sur les apprentissages de sa période du KGB, notamment en Allemagne de l'Est ou encore sur un entourage loyaliste. En effet, Vladimir Poutine s'est entouré de loyalistes, beaucoup d'entre eux partageant son passé dans les services de sécurité. Ce groupe, souvent appelé "Siloviki", a occupé des positions significatives au sein du gouvernement et des corporations d'État. La prééminence de ces figures dans le cercle intérieur de Poutine soulignait sa dépendance envers des individus de confiance issus de ses jours dans les services de sécurité, mettant en avant une approche de la gouvernance orientée vers la sécurité.

Troisième élément, afin de maintenir un statut d'homme fort, **le président Vladimir Poutine a affaibli progressivement le pluralisme de sorte à créer un grand parti unique de centre droit pour l'échiquier politique russe.** En effet, le chef de l'Etat russe a retenu de la période Eltsine que l'ouverture pluraliste a affaibli le régime. C'est pourquoi la passation avec Dimitri Medvedev se fait dans le cadre d'une élection avec encore moins de candidats qu'en 2000 et 2004. En effet, Vladimir Poutine estimait avoir besoin d'un chef d'Etat en 2008 bien élu, au même titre que lui en 2004 afin de maintenir une assise électorale et populaire la plus large possible. Ainsi, Dimitri Medvedev réussit à obtenir autant de voix que Vladimir Poutine en 2004.

Enfin, s'il retient que le pluralisme affaiblirait son régime, **le président Poutine est convaincu de la nécessité de conserver une adhésion très forte des Russes à l'égard de son projet.** Cela est nécessaire pour marquer l'Histoire de la Russie et du monde. C'est pourquoi, ses politiques publiques et sa stratégie économique visent à contenter toutes les classes sociales et toutes les catégories d'âge traduisant ainsi une philosophie pragmatique. Le président russe est capable d'encourager des initiatives libérales comme l'adhésion de la Russie à l'OMC en 2011, après 18 ans de négociations, comme des mesures protectrices voire de planification pour protéger ses oligarques de la concurrence étrangère notamment sur la valorisation des

hydrocarbures qui structurent la croissance économique russe des années 2000.

Les intentions de Vladimir Poutine à l'international

Nous l'avons rappelé : Vladimir Poutine est un pragmatique. Sur les questions internationales, ses premières années à la tête de la Russie se caractérisent par une évolution des positions russes sur différents sujets en fonction du mouvement des différents acteurs. Ainsi, l'on peut tracer comme ligne directrice que l'action de Vladimir Poutine s'inscrit en réaction à l'actualité internationale plutôt qu'à l'initiative.

Relations avec les pays voisins

Les premiers problèmes de Vladimir Poutine sont surtout dans son voisinage proche. La Russie doit en effet composer avec un voisinage instable marqué par les révolutions internes et une population russe inquiète pour les minorités russes dans l'espace post-soviétique comme une priorité diplomatique pour leur président de la Fédération.

Sur le plan des relations avec ses voisins, le mandat de Poutine a vu une politique étrangère pragmatique, mais affirmée face aux différentes révolutions (Révolution Orange de 2004, ou la révolution géorgienne de 2008). Tout en cherchant à maintenir l'influence dans le "proche étranger", la Russie a engagé une diplomatie énergétique, utilisant ses exportations de pétrole et de gaz comme outils de politique étrangère. L'approche était à double tranchant ; d'une part, favorisant la dépendance et l'influence, et d'autre part, causant des frictions avec des pays comme l'Ukraine lors de disputes sur le gaz. Le conflit de 2008 avec la Géorgie au sujet de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie a davantage exemplifié la volonté de la Russie d'utiliser la force militaire pour protéger ses intérêts perçus.

Sur le plan de sa stratégie diplomatique, le président russe esquisse les contours de sa doctrine de protection des minorités russes. En 2003, les spécialistes de l'espace post-soviétique, John O'Loughlin et Paul Talbot, mènent une étude qualitative sur la perception des Russes sur les populations voisines. Il apparaît que 93% des répondants déclarent qu'il est nécessaire de protéger les minorités russes vivant dans les différents pays de l'espace post-soviétique et 38% d'entre eux seraient prêts à le faire par la force armée³.

Vues envers l'Occident

Initialement, Vladimir Poutine a recherché des relations pragmatiques et apaisées avec l'Occident, soulignant l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale et la coopération en matière de sécurité, y compris la guerre contre le terrorisme après le 11 septembre. Cependant, cette approche a progressivement évolué vers une position plus affirmée à mesure que l'expansion de l'OTAN vers l'Est (pays Baltes puis référendum de 2008 en Géorgie) et les plans de défense antimissile des États-Unis en Europe de l'Est étaient perçus comme des menaces pour la sécurité et les intérêts russes. Les discours de Poutine, notamment à la Conférence de sécurité de Munich en 2007, ont souligné sa désillusion croissante à l'égard des politiques occidentales, qu'il considérait comme empiétant sur la sphère d'influence de la Russie, notamment en évoquant la question de l'élargissement de l'OTAN en Ukraine ou en Géorgie.

Malgré le "redémarrage" des relations avec les États-Unis, le scepticisme de Poutine envers l'Occident persistait, influencé par les actions de l'OTAN en Libye et les plans pour la défense antimissile en Europe. Il faut attendre les Printemps Arabes pour voir l'ours russe sortir de sa tanière pour investir de nouvelles aires géographiques au-delà de l'espace post-soviétique et de l'Europe, notamment au Moyen-Orient. Le veto au Conseil de Sécurité de

³ J. O'Loughlin and P. Talbot, « Where in the World is Russia ? », Eurasian Geography and Economics, n° 1, 2005, pp. 23-50.

l'ONU sur la guerre en Syrie marquera un tournant pour Vladimir Poutine qui peut désormais rêver à incarner une colère du Sud et de l'Orient face à un Occident en perte de vitesse notamment à cause de la crise économique de 2008. Son retour à la présidence en 2012 fut marqué par une vision claire de la Russie en tant que puissance souveraine, inflexible face à la pression occidentale et affirmée dans sa position régionale et mondiale.

Cette ère de la carrière de Poutine démontre son approche de la gouvernance à la fois adaptive et consistante, caractérisée par un point d'orgue mis sur la force de l'État, l'autonomie stratégique, et une posture à la fois prudente et de confrontation envers l'Occident et ses politiques. Son style de leadership et ses décisions pendant ces années ont préparé le terrain pour la direction ultérieure de la politique intérieure et étrangère russe.

LA RUPTURE AVEC L'OCCIDENT (2012-2021)

SON RETOUR COMME PRESIDENT

Le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012 a marqué un moment significatif dans le paysage politique de la Russie. Après avoir servi comme Premier ministre sous la présidence de Dmitry Medvedev de 2008 à 2012, la décision de Vladimir Poutine de **briguer un troisième mandat présidentiel a été accueillie avec soutien et controverse, reflétant les vues complexes et souvent polarisées de son leadership en Russie et à l'étranger.**

Contexte

En septembre 2011, il a été annoncé que Vladimir Poutine chercherait un troisième mandat présidentiel, avec Dmitri Medvedev s'écartant pour devenir Premier ministre. Ce mouvement a été vu par beaucoup comme une continuation stratégique de l'influence de Poutine sur la politique russe, malgré la limite constitutionnelle de deux mandats consécutifs contournée par son intermède comme Premier ministre.

Les différentes enquêtes d'opinion menées par le centre analytique Levada tout au long du début de l'année 2011 donne les équilibres suivants :

- Entre 25% à 30% des sondés sont favorables à une candidature de Vladimir Poutine comme candidat de la majorité présidentielle ;
- Entre 15% et 20% des sondés sont favorables à une candidature de Dimitri Medvedev comme candidat de la majorité présidentielle ;
- Environ 15% des sondés sont favorables à la candidature des deux pour les départager ;
- Environ 25% des sondés ne veulent ni l'un ni l'autre, les autres ne se prononçant pas.

Ainsi, si l'électorat est relativement tiraillé entre les deux candidats, Vladimir Poutine ne fait pas l'objet d'un rejet de la part de la population russe.

Seulement, il y a tout de même avant la campagne présidentielle près de 40% des Russes plutôt défavorables à son retour.

Promesses de campagne et projet politique

Pendant sa campagne de 2012, Vladimir Poutine s'est concentré sur des thèmes de stabilité, de force nationale et de la continuation des politiques visant à améliorer la stature mondiale de la Russie. Il a promis de s'appuyer sur le progrès économique réalisé pendant ses mandats précédents, soulignant l'importance de moderniser l'économie, d'augmenter les capacités militaires et d'améliorer le bien-être social. La rhétorique de Vladimir Poutine a souvent mis en lumière la nécessité de protéger la Russie contre les menaces externes et l'influence étrangère, se dépeignant comme le défenseur de la souveraineté de la Russie. Sa campagne a également exploité les sentiments nationalistes, faisant appel à la fierté du peuple russe dans les réalisations et l'héritage historique de leur pays.

Lors de l'élection présidentielle de 2012, Vladimir Poutine a présenté un programme visant à poursuivre la trajectoire de stabilité et de croissance qui caractérisait ses mandats précédents, mais avec un accent ajouté sur la modernisation et l'adresse des griefs sociaux devenus de plus en plus saillants. Son programme était à la fois une continuation de ses politiques passées et une réponse aux nouveaux défis auxquels la société russe était confrontée avec l'ambition de conserver deux électorats clés : les actifs et les jeunes.

Le programme de Vladimir Poutine de 2012 est d'une extrême importance car il contient les germes de ses intentions sur le temps long pour la Russie. En effet, le maître du Kremlin dispose à la fois d'un régime politique solide à sa main ainsi que des leviers de puissance (hydrocarbures, militaires, agricoles) lui permettant de commencer à s'immiscer sur la scène internationale progressivement.

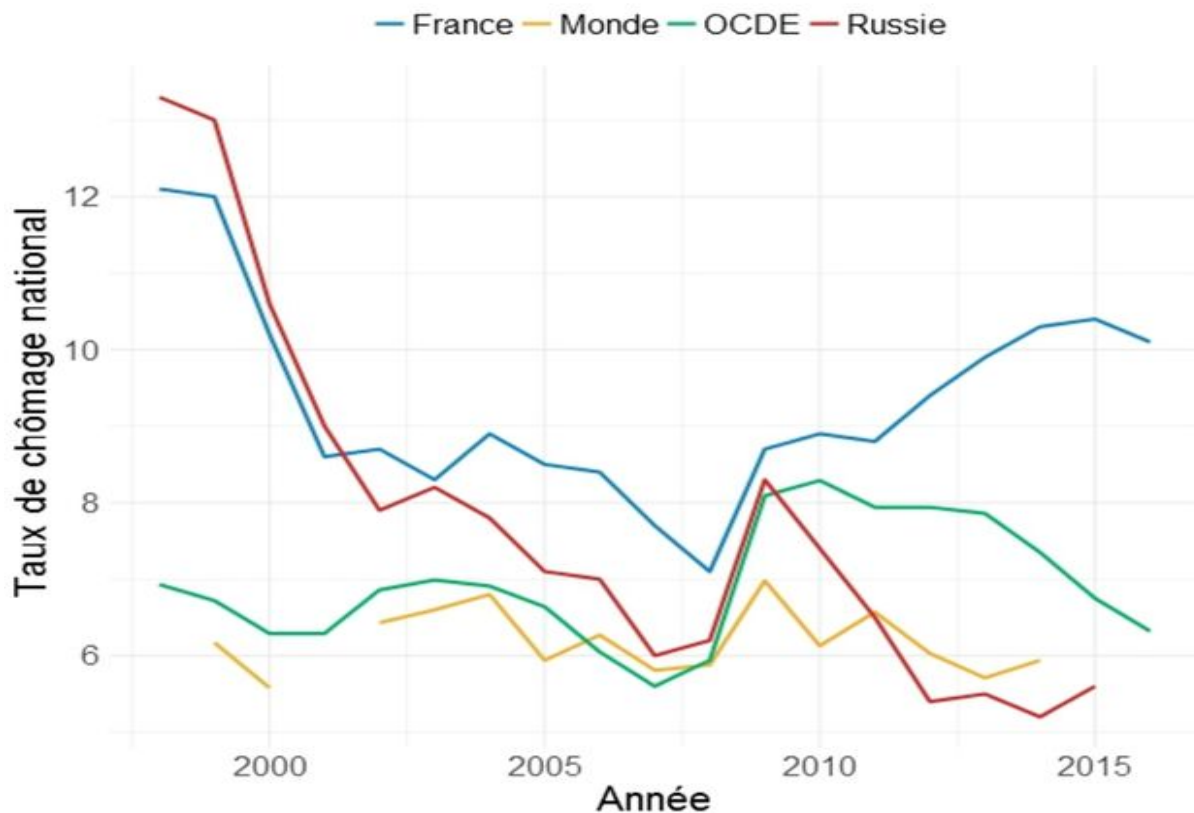
- Développement Économique :

Vladimir Poutine a promis de continuer à améliorer le niveau de vie, à moderniser l'économie et à réduire la dépendance de la Russie aux exportations d'hydrocarbures, visant une économie plus équilibrée avec une croissance dans les secteurs de haute technologie, l'agriculture et les petites et moyennes entreprises. L'objectif était clairement de souligner et agir face aux faiblesses de l'économie russe révélées avec la crise économique de 2008. En effet, parmi les pays émergents, la Russie est le pays souffrant le plus de la crise économique de 2008 de par ses interdépendances avec les pays européens en termes de vente d'hydrocarbures. Il entend dès lors à la fois rompre avec les dépendances mais également s'adapter à une économie mondiale plus compétitive d'autant plus que la Russie est nouvellement entrée dans l'OMC en 2011 et doit donc se plier aux règles néolibérales du commerce international.

Le programme économique de Vladimir Poutine contenait en 2012 : La Diversification de l'économie et s'engageait, comme dit, à réduire la dépendance de la Russie aux exportations de pétrole et de gaz, qui avaient rendu le pays vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières. La stratégie de diversification comprenait le développement de secteurs tels que la technologie, la pharmacie et l'agriculture, visant à créer une base économique plus résiliente et variée capable de résister aux crises sectorielles, mais également de résister aux champions économiques américains, européens, ou encore des pays émergents avec lesquels la Russie entrait en pleine concurrence sans pouvoir pratiquer un protectionnisme ardu ;

- Des Investissement dans les infrastructures vieillissantes de la Russie, y compris les routes, les chemins de fer, les ports et les aéroports. Cela visait non seulement à améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'économie russe, mais aussi à stimuler la demande intérieure et créer des emplois. La Russie affiche en 2012 encore près de 6% de chômage, soit son niveau d'avant

crise économique alors que le leader russe avait réussi en deux mandats à diviser le taux de chômage par deux⁴.



- Le Développement de l'Innovation et de la Technologie, notamment de haute technologie, car vus comme moteurs clés de la croissance économique. Des initiatives comme le Centre d'Innovation Skolkovo étaient destinées à favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat, positionnant la Russie comme un acteur mondial de la technologie. Pour Vladimir Poutine, la défaite politique de l'URSS s'expliquait beaucoup par sa défaite technologique, notamment sur les questions spatiales et militaires. Il pose ainsi les prémices d'un nouveau programme spatial lunaire lancé en 2014 à des fins scientifiques (compréhension des régions polaires lunaires en lien avec la Grande Sibérie), mais également technologiques en vue de

⁴ Le taux de chômage en Russie, en France, dans l'OCDE et dans le monde (Source Banque mondiale, visuel par Le Parisien (Le bilan des années Poutine en 15 graphiques), 2017.

tester des nouvelles technologies comme la robotologie dont la technique et la complexité deviennent croissantes et peuvent donner un avantage comparatif à la Russie.

- L'Amélioration de l'environnement des affaires en réduisant la bureaucratie, luttant contre la corruption et facilitant la création et la gestion d'entreprises en Russie. Ces mesures visaient à attirer les investissements étrangers et à encourager l'entrepreneuriat domestique ainsi que des améliorations du bien-être social avec des augmentations des salaires pour les travailleurs du secteur public et des améliorations du système de retraite. Ces mesures étaient conçues pour élever les niveaux de vie et répondre aux défis démographiques en fournissant un meilleur soutien aux familles et aux personnes âgées.

La Stabilité Fiscale et Monétaire avec le contrôle de l'inflation, le maintien du déficit budgétaire dans des limites gérables et la constitution de fonds souverains de richesse de la Russie pour protéger l'économie contre les chocs externes.

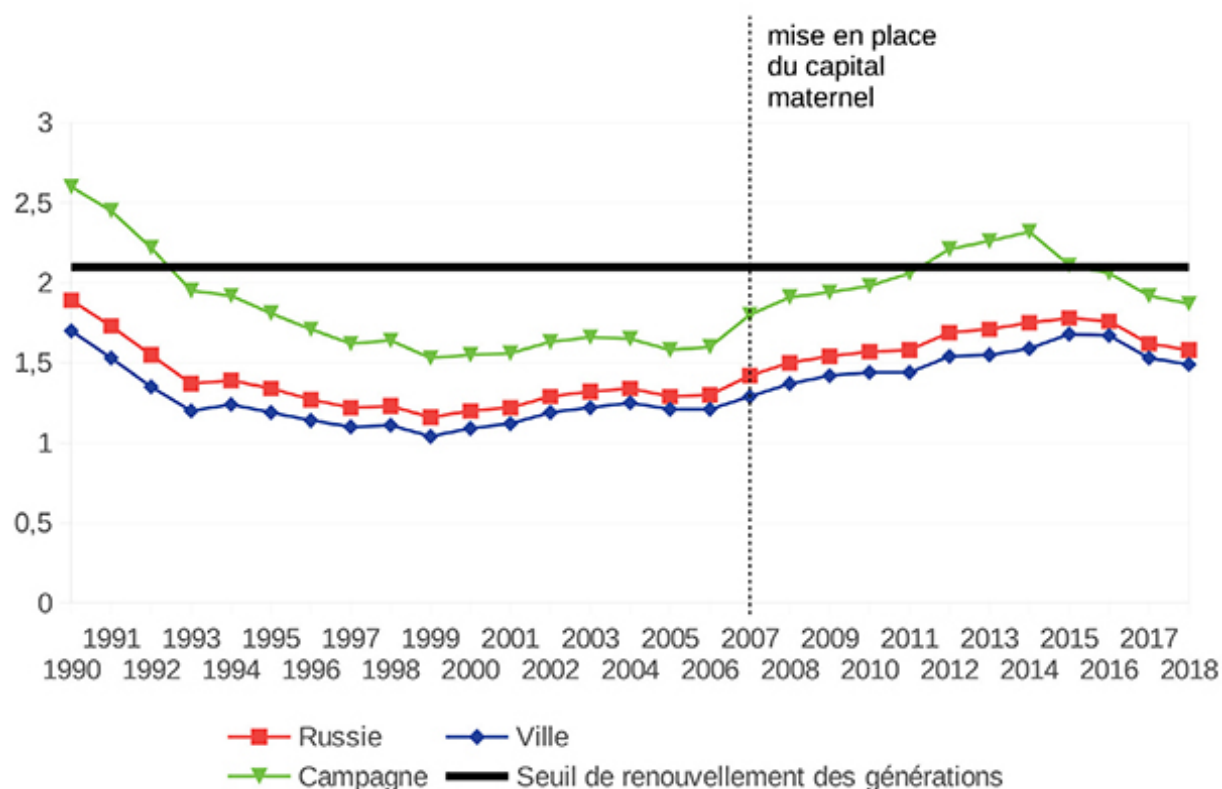
- L'Efficacité Énergétique et la Durabilité, avec le développement des sources d'énergie renouvelables. Cela faisait partie d'un effort plus large pour garantir la durabilité de la croissance économique de la Russie et réduire son empreinte environnementale.

- Politiques Sociales :

Il y avait un fort accent sur l'amélioration du système de protection sociale, avec des promesses d'augmenter les salaires des travailleurs du secteur public, y compris les enseignants et le personnel médical, et d'améliorer le système de retraite. Cela était particulièrement significatif étant donné les défis démographiques auxquels la Russie était confrontée, tels que le vieillissement de la population et le déclin des taux de natalité.

Ainsi, Vladimir Poutine entend amplifier sa politique de natalité pour répondre au défi du vieillissement de sa population et du tassement de

l'espérance de vie. Il annonce en 2012 vouloir augmenter sa politique totémique de natalité : le capital maternel. En 2006, ce dernier met déjà en place le capital maternel, soit une somme d'environ 8 000 euros allouée à une famille dès la naissance du deuxième enfant. Il souhaite maintenir la dynamique observée sous le mandat de Dimitri Medvedev où en dépit de la crise économique et du contexte anxiogène, les Russes ont fait davantage d'enfants qu'en 2007.⁵

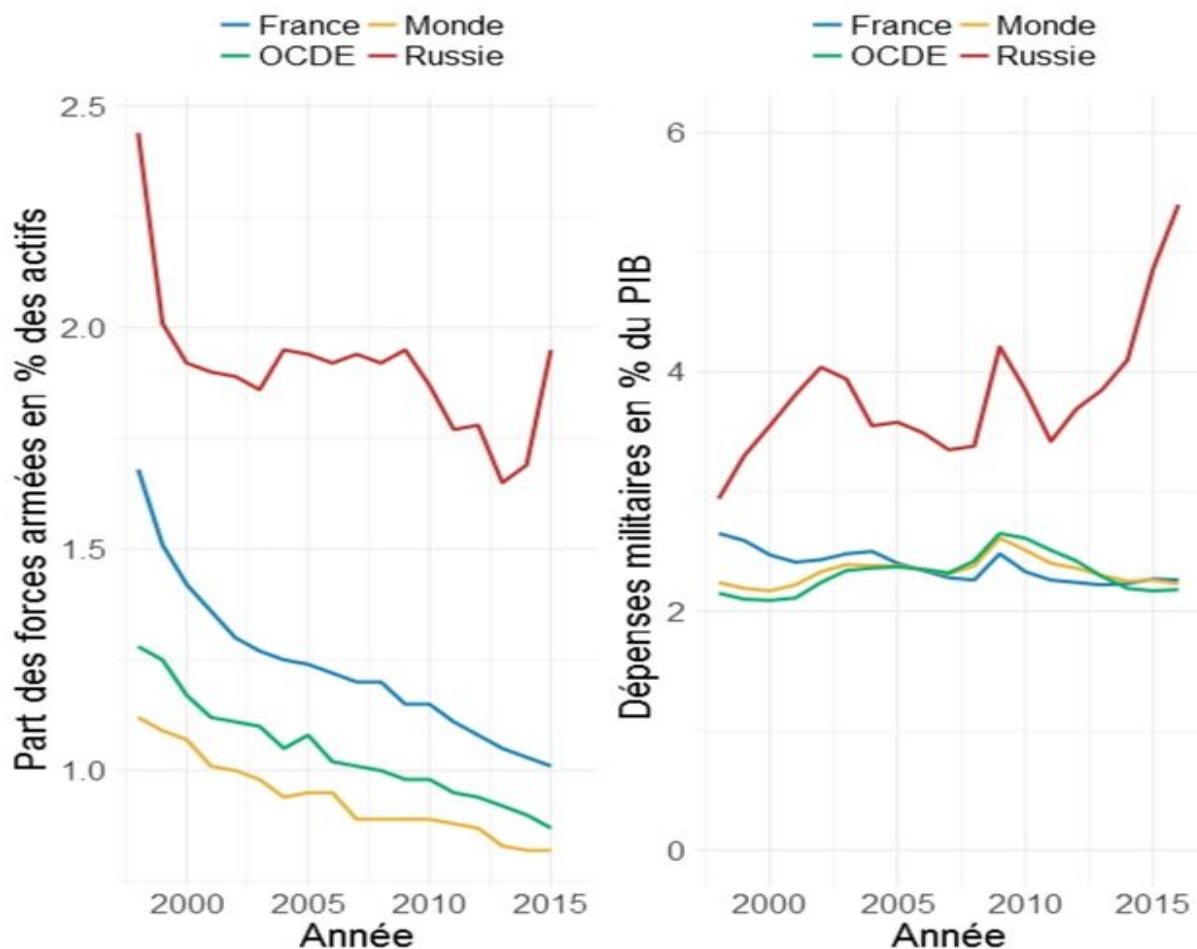


- Modernisation Militaire :

Vladimir Poutine s'est engagé à poursuivre la modernisation de l'armée russe, soulignant l'importance pour la Russie de maintenir une forte capacité de défense dans un environnement de sécurité mondial en rapide évolution. Cela se traduit par une volonté d'augmenter significativement le budget militaire pour donner à la Russie les moyens de ses ambitions dans

⁵ L'émergence de nouvelles normes de parentalité dans le cadre de la politique familiale russe, Svetlana Russkikh, Erudit, 2020

un monde marqué par l'incertitude. A ce titre, il entend déjà dépasser la barre des 4% de dépenses militaires dans le PIB à partir de 2015, ce qui sera accéléré avec l'accroissement des tensions en Ukraine.⁶



- Réformes Politiques :

Bien que plus modestes en portée, Vladimir Poutine a promis certaines réformes politiques en réponse aux manifestations massives qui ont précédé l'élection. Celles-ci comprenaient la simplification du processus d'enregistrement des partis politiques et le rétablissement de l'élection des

⁶ Les dépenses et les effectifs militaires en Russie, en France, dans l'OCDE et dans le monde, Banque mondiale, visuel par Le Parisien (Le bilan des années Poutine en 15 graphiques), 2017.

gouverneurs régionaux, qui avait auparavant été remplacée par des nominations présidentielles.

Le programme de 2012 de Poutine reconnaissait la nécessité pour la Russie de s'adapter à un paysage mondial changeant et aux défis sociaux domestiques. L'accent mis sur la diversification économique et le bien-être social marquait un changement par rapport aux programmes plus axés sur la sécurité et la stabilité de ses mandats antérieurs. Ce programme tentait de répondre aux demandes de la classe moyenne croissante pour une meilleure gouvernance, moins de corruption et plus d'opportunités de participation économique en dehors du secteur énergétique.

En essence, le programme de 2012 de Poutine a été approuvé par ceux qui privilégiaient la stabilité, la fierté nationale et les améliorations progressives du bien-être social. Cependant, il a été critiqué par ceux qui recherchaient des réformes économiques plus profondes, une véritable libéralisation politique et une rupture plus décisive avec la corruption et les tendances autoritaires qui caractérisent le paysage politique.

Réactions publiques et protestations

L'annonce de Vladimir Poutine de se présenter à nouveau à la présidence a déclenché des manifestations publiques significatives, **avec des dizaines de milliers de personnes descendant dans les rues fin 2011 et début 2012 pour protester contre ce qu'ils percevaient comme une manipulation électorale** et un manque de véritable compétition politique. Ces protestations étaient parmi les plus importantes depuis les années 1990, signalant un mécontentement croissant parmi des segments de la population russe avec le contrôle centralisé de Poutine sur le système politique.

Malgré ces protestations, **Vladimir Poutine a remporté l'élection présidentielle de mars 2012 avec un peu plus de 63% des voix**, selon les

résultats officiels. Cependant, l'équité de l'élection a été remise en question par des observateurs tant nationaux qu'internationaux, contribuant aux débats en cours sur l'état de la démocratie en Russie.

L'élection du 4 mars 2012 s'est tenue dans un climat de mécontentement croissant à l'égard du parti au pouvoir, Russie Unie, et des allégations de corruption au sein du gouvernement. Vladimir Poutine a été élu avec environ 63,6% des voix, un résultat qui, malgré sa victoire claire, a été entaché par des accusations de fraude électorale et de manipulations. Les manifestations qui ont précédé et suivi les élections ont signalé une demande croissante de réforme politique et de plus grande transparence.

À la suite de son élection en 2012, Poutine a initié plusieurs réformes pour répondre à certaines des demandes de la société russe. Ces changements incluaient des réformes politiques visant à faciliter l'enregistrement des partis politiques et à restaurer les élections directes des gouverneurs régionaux, supprimées sous sa présidence précédente. Toutefois, **ces réformes ont été critiquées pour leur manque de profondeur et pour le maintien simultané d'un contrôle strict sur le paysage politique.**

L'élection de 2012 a révélé une société russe en quête de changement.

Les citoyens demandaient une plus grande participation politique, la fin de la corruption endémique et une économie plus diversifiée et moins dépendante des fluctuations des prix du pétrole. Les jeunes, en particulier, exprimaient leur désir de plus d'opportunités économiques et de libertés civiles.

La réélection de Poutine en 2012 a été accueillie avec scepticisme par de nombreux gouvernements et organisations internationales, qui ont exprimé des préoccupations concernant les irrégularités électorales et le manque de concurrence réelle lors de l'élection. Les manifestations massives en Russie ont également attiré l'attention internationale sur le mécontentement populaire et les appels à des réformes démocratiques.

Le Troisième Mandat de Poutine : un changement de ton et de politique

L'élection présidentielle russe de 2012 a été un moment charnière, reflétant les tensions croissantes entre le désir de stabilité et la demande de renouvellement politique et économique au sein de la société russe. Malgré les promesses de réforme, la gouvernance de Poutine a continué à être caractérisée par un contrôle politique serré et une croissance économique inégale. Cette période a posé les bases des défis internes et externes auxquels la Russie continue de faire face.

À son retour à la présidence, l'administration de Vladimir Poutine a adopté une position nettement plus conservatrice et affirmée, tant sur le plan domestique que dans la politique étrangère. Cette période a vu l'augmentation de la législation ciblant la dissidence et les organisations non gouvernementales, un mouvement interprété comme un effort pour consolider le pouvoir et supprimer l'opposition politique.

En termes de politique étrangère, le troisième mandat de Poutine a été caractérisé par une approche plus conflictuelle envers l'Occident, en particulier en réponse à l'expansion de l'OTAN et de l'influence de l'UE en Europe de l'Est. L'annexion de la Crimée en 2014 et l'implication subséquente dans le conflit en Ukraine orientale ont marqué des points de tournant significatifs, menant à une augmentation des tensions avec les puissances occidentales et à l'imposition de sanctions économiques contre la Russie. La gestion occidentale des Printemps Arabes est également un facteur de durcissement du ton à l'encontre de l'Occident, notamment de Barack Obama.

Le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012 a été un événement pivot qui a préparé le terrain pour une position russe plus affirmée sur la scène mondiale et un renforcement du contrôle politique à l'intérieur du pays. Ses promesses de campagne de stabilité et de renaissance nationale

ont résonné avec une partie significative de l'électorat russe, mais ses méthodes et les implications de ses politiques sont restées des sujets de débat et de division significatifs. L'évolution du leadership de Vladimir Poutine à partir de 2012 reflète un jeu complexe d'ambitions domestiques et de réalités géopolitiques, façonnant le chemin de la Russie au XXIème siècle.

VERS UNE RENAISSANCE RUSSE ?

Depuis son retour à la présidence en 2012, le mandat de Vladimir Poutine a été caractérisé par plusieurs points clés, reflétant son focus stratégique sur la consolidation intérieure, l'assertivité géopolitique et une tension croissante avec l'Occident. Voici un aperçu :

Politique Intérieure et Gouvernance

Renforcement du Contrôle Autoritaire : Les administrations de Vladimir Poutine depuis 2012 ont davantage centralisé le pouvoir, resserré le contrôle sur le discours politique et réprimé la dissidence. La législation restreignant les manifestations, contrôlant internet et ciblant les "agents étrangers" et les "organisations indésirables" a limité la liberté d'expression et de rassemblement.

Défis Économiques et Réponses : Face aux sanctions de l'Occident, aux fluctuations des prix du pétrole et à la croissance économique lente, le gouvernement de Poutine a poursuivi des politiques visant à l'autosuffisance économique et à la substitution des importations. Malgré ces défis, le gouvernement a maintenu un focus sur les projets d'infrastructure et les programmes de développement national pour stimuler l'économie et le bien-être public.

Politique étrangère

La politique étrangère russe sur le début de second mandat de Vladimir Poutine constitue une rupture dans l'histoire politique russe du XXIème siècle.

Tout d'abord, la Russie s'éloigne définitivement du camp occidental. La période a été marquée par la détérioration des relations avec les pays occidentaux, alimentée par des désaccords sur l'Ukraine, la Syrie, les allégations d'ingérence électorale et les incidents de cybersécurité. Vladimir Poutine a constamment présenté la Russie comme une puissance souveraine résistant à l'hégémonie occidentale et à l'empiétement sur ses intérêts et alliés. Sa victoire symbolique au Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier syrien en 2011 lui permet de retrouver du crédit à l'international.

Ainsi, cela s'illustre sur deux points : la question ukrainienne et la question syrienne.

D'une part, contre l'avis des puissances occidentales qui mettront en place des sanctions économiques, Vladimir Poutine réussit à annexer la Crimée dans le cadre du conflit dans l'Est de l'Ukraine en 2014. Il s'agit de la première annexion de territoire de l'histoire russe depuis les années Staline. Ainsi, cela marque le retour d'une politique étrangère russe reposant sur deux principes : la protection des minorités russes (1) et la logique du rapport de force au profit de la Russie (2).

D'autre part, l'année 2015 marque le retour de la puissance militaire russe sur un théâtre d'opération en dehors de son aire géographique. L'intervention militaire de la Russie en Syrie pour soutenir le régime d'Assad a établi la Russie comme un acteur clé au Moyen-Orient, démontrant sa volonté d'utiliser la force militaire pour atteindre ses objectifs de politique étrangère et protéger ses intérêts dans la région, mais également dans le reste du monde comme en Afrique.

- Rapprochement avec les pays du Sud :

La montée en puissance des BRICS offre à Vladimir Poutine un espace diplomatique pour briller sur la scène internationale. La coalition des

BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) a servi de plateforme cruciale pour la Russie afin d'affirmer son influence sur la scène mondiale au-delà de l'ordre centré sur l'Occident. Sous Poutine, la Russie s'est activement engagée avec les nations des BRICS pour plaider en faveur d'un ordre mondial multipolaire, où la dominance occidentale, en particulier celle des États-Unis, est contestée. Les sommets et réunions des BRICS ont souvent été des lieux pour Poutine de consolider les liens de la Russie avec ces pays, présentant la Russie comme un acteur clé dans une coalition qui cherche à réformer les institutions de gouvernance mondiale pour refléter les intérêts des économies émergentes. **Par exemple, lors du sommet des BRICS en 2015 tenu à Ufa, en Russie, Poutine a souligné la nécessité d'une coopération économique accrue entre les nations des BRICS et a appelé à l'établissement d'une monnaie de réserve des BRICS comme alternative au dollar,** démontrant sa vision de réduire l'influence occidentale dans les systèmes financiers mondiaux.

- Rapprochement avec la Chine de Xi Jinping :

La relation entre la Chine et la Russie s'est considérablement approfondie après le retour de Poutine, marqué par une coopération accrue dans des domaines tels que l'énergie, le militaire et la technologie. Ce partenariat est stratégique pour Poutine, car il s'aligne sur son objectif de réduire la dépendance vis-à-vis de l'Occident tout en contrant l'influence américaine dans les affaires mondiales. Un exemple marquant de cette coopération est le gazoduc Force de Sibérie, lancé en 2019. Ce projet massif symbolise non seulement le renforcement des liens économiques entre la Chine et la Russie mais représente également le pivot de Poutine vers l'Asie comme élément crucial de sa politique étrangère, assurant que les exportations d'énergie de la Russie aient des marchés diversifiés au-delà de l'Europe. De plus, la coopération militaire s'est manifestée dans des exercices militaires conjoints entre la Russie et la Chine, montrant un front uni qui se dresse en opposition aux alliances militaires occidentales. La participation à des exercices navals en mer de Chine méridionale, par exemple, a été un signal clair de leur

position commune contre l'architecture de sécurité dirigée par les États-Unis dans la région Asie-Pacifique.

- De nouvelles alliances auprès des pays du Sud :

Depuis 2012, la Russie a cherché à étendre son influence à travers de nouveaux partenariats ou en renforçant des alliances avec des pays et des blocs traditionnellement considérés comme des contrepoids au pouvoir occidental. **Son interaction avec l'OPEP, particulièrement à travers le format OPEP+, qui inclut la Russie en 2017, témoigne de cette stratégie.** En coopérant avec l'OPEP pour gérer les niveaux de production de pétrole, la Russie a non seulement sécurisé ses intérêts sur le marché mondial du pétrole mais s'est également positionnée comme un acteur indispensable dans la politique énergétique mondiale. De même, la relation de la Russie avec l'Iran s'est approfondie, soulignée par la coopération dans le conflit syrien et des accords de défense. Le soutien de la Russie à l'Iran, en particulier face aux sanctions occidentales, met en évidence l'engagement de Poutine à renforcer les alliances avec les pays qui défient l'hégémonie américaine. La livraison du système de défense aérienne S-300 à l'Iran est un exemple notable, améliorant les capacités défensives de l'Iran tout en signalant la volonté de la Russie de soutenir ses alliés contre la pression occidentale.

Avec le retour de Vladimir Poutine au pouvoir, **la Russie est devenue un acteur diplomatique de premier plan ainsi qu'un acteur influent en Europe** et dans un Occident dont une partie de la population ne supporte pas certains virages libéraux. :

Cette position d'acteur diplomatique clé s'illustre par :

- L'intervention militaire de la Russie en Syrie, officiellement présentée comme une campagne contre l'État Islamique (EI), a renforcé son statut de puissance militaire influente au Moyen-Orient, lui permettant de jouer un rôle central dans les discussions sur l'avenir de la région. La Russie fut au

coeur de la lutte mondiale contre le terrorisme notamment après l'attentat de Volgograd 2013, qui l'a incité à prendre part à la lutte mondiale contre EI.

- L'organisation des Jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi qui a été une occasion pour la Russie de se présenter sur la scène internationale, montrant son habileté à accueillir un événement mondial majeur et contribuant à améliorer son image. Ce fut l'occasion de se montrer en opposition de l'Occident, par le biais de Jeux réussis, notamment dans la perspective de l'organisation de la Coupe du monde de football de 2018.
-
- Enfin, l'influence de Vladimir Poutine ne s'étend pas seulement aux pays du Sud, mais également au coeur de l'Europe occidentale en devenant un modèle attractif dans une Europe occidentale fragilisée par la crise économique de 2008 et la crise des dettes souveraines en 2010-2012 révélant des fractures fortes entre les pays d'Europe du Nord, du Sud et de l'Est. La Russie s'est positionnée comme un défenseur des valeurs traditionnelles, critiquant souvent les valeurs occidentales considérées comme « décadentes », telles que le mariage homosexuel. Cette posture a trouvé un écho chez certains segments de la population en Europe, renforçant l'influence culturelle et idéologique de la Russie.
- La Russie a utilisé les médias et internet, notamment à travers des chaînes comme RT (Russia Today) et diverses opérations de cyber-influence, pour diffuser sa perspective sur les affaires internationales, critiquer les politiques occidentales et façonner l'opinion publique dans d'autres pays. On peut citer par exemple le cas des trolls de Wagner qui ont été utilisés dans le cadre des élections américaines ou pour tenter d'influencer d'autres élections.
- La Russie a établi des connexions avec certains partis politiques en Europe, en particulier des partis nationalistes et eurosceptiques, offrant un soutien sous différentes formes. Ces liens ont aidé à promouvoir des agendas politiques favorables aux intérêts de la Russie dans l'Union Européenne et à affaiblir l'unité européenne. L'exemple des liens avec le Front National (devenu Rassemblement National) est bien connu, et n'a pas attendu les révélations du Washington Post pour être considéré.

L'Absence de réaction occidentale notamment en Syrie a été considérée par Poutine comme un affaiblissement de l'Occident et il savait pertinemment que l'Occident ne réagirait que par des mots si d'aventure il venait à annexer la Crimée.

LA PREPARATION DE LA DECENNIE 2020 POUR CONCRETISER LE REVE RUSSE

Changements constitutionnels en 2020

En 2020, des amendements constitutionnels ont été adoptés par référendum national, permettant à Vladimir Poutine de remettre à zéro le comptage de ses mandats présidentiels et de **potentiellement rester au pouvoir jusqu'en 2036**.

Ce mouvement a été vu comme une étape significative pour assurer sa règle à long terme, suscitant un débat tant national qu'international sur l'avenir de la démocratie russe. Pour deux raisons clefs, la décennie 2020 doit être celle pour le chef de l'Etat russe de faire renaître la puissance de la Grande Russie.

Tout d'abord, le président de la fédération russe peut espérer un affaiblissement de l'OTAN voire d'un désagrément de l'OTAN durant cette décennie. Or, l'OTAN est définie à plusieurs reprises comme l'agresseur principal de la nation russe. Cette intuition repose sur plusieurs facteurs, notamment un déclin de l'OTAN dans les opinions publiques européennes, en lien avec l'accroissement des partis populistes de droite et de gauche, et américaine avec l'élection de Donald Trump qui illustre les points d'achoppement entre Européens et Américains.

De plus, le leader russe peut s'appuyer sur la progression chinoise. A partir du milieu des années 2010 et avant la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, la Chine est en passe de devenir la première puissance

économique mondiale devant les Etats-Unis avant la fin de la décennie 2020. Le pari que formule Vladimir Poutine est de miser sur un déclin et un effondrement occidental lors de la décennie 2020 tant du point de vue économique que politique.

Réponse au COVID-19

En mars 2020, la crise du coronavirus avait de quoi rebattre les cartes sur la vision du monde de Vladimir Poutine. En effet, au regard des difficultés de la Chine qui se voit contrainte de confiner des provinces entières rapidement, il n'apparaît plus avec autant de certitudes que le pari de Vladimir Poutine soit le bon. Il faudra attendre les difficultés occidentales dans la gestion de la pandémie pour que finalement la crise ne soit qu'une accélération des mutations en cours.

La réponse russe à la crise du coronavirus, comme dans de nombreux pays, a connu son lot de défis et de chaos, marquée par une sous-estimation initiale de l'impact du virus, des messages contradictoires et un processus de prise de décision centralisé qui parfois tardait à répondre à la situation rapidement évolutive. Malgré ces obstacles, la Russie a également cherché à affirmer sa puissance scientifique et géopolitique en développant et approuvant son propre vaccin contre la COVID-19, Sputnik V, avant de nombreux vaccins occidentaux.

Dans les premières étapes de la pandémie, la Russie a signalé des taux d'infection relativement faibles, accueillis avec scepticisme tant par les observateurs internationaux que par le public russe. Le gouvernement a mis en œuvre des mesures telles que des confinements, des restrictions de voyage et la fermeture temporaire des entreprises non essentielles. Cependant, l'application était inégale et les messages du gouvernement minimisaient souvent la gravité de la crise, contribuant à la confusion publique et au non-respect des directives sanitaires.

Le système de santé a été soumis à une pression importante, avec des rapports sur des pénuries d'équipement de protection individuelle (EPI), des hôpitaux débordés et des travailleurs de la santé exprimant leurs inquiétudes quant à leur sécurité et au manque de ressources. La situation était particulièrement critique dans les régions éloignées, où l'infrastructure de santé était moins robuste que dans les grandes villes comme Moscou et Saint-Petersbourg.

Le développement du vaccin comme mouvement stratégique :

Au milieu du chaos et des défis liés à la gestion de la crise sanitaire, la Russie a donné la priorité au développement de son propre vaccin. **En août 2020, la Russie a enregistré le Sputnik V, développé par l'Institut de recherche Gamaleya en épidémiologie et microbiologie, le proclamant comme le premier vaccin au monde enregistré contre la COVID-19.** Cette démarche a été accueillie avec fierté et scepticisme : fierté pour la réalisation scientifique et scepticisme en raison de la rapidité du développement et du manque de données publiées issues d'essais cliniques de phase 3 au moment de l'enregistrement.

La décision de produire un vaccin n'était pas seulement une mesure de santé publique, mais aussi une stratégie géopolitique. En développant et distribuant Sputnik V, la Russie visait à améliorer son statut mondial, démontrant sa capacité en science et technologie et se positionnant comme un leader dans l'arène de la santé mondiale. Le vaccin était également considéré comme un outil de soft power, la Russie le proposant à des pays d'Europe de l'Est, d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, comblant parfois les lacunes laissées par des déploiements de vaccins plus lents dans ces régions par les pays occidentaux.

Plusieurs facteurs ont contribué au chaos perçu dans la réponse russe à la crise du coronavirus. La nature centralisée de la prise de décision signifiait que les flambées locales nécessitaient souvent une approbation fédérale pour des actions significatives, ce qui pouvait retarder les réponses. De plus,

il y avait une réticence à imposer des mesures qui pourraient davantage peser sur l'économie, conduisant à un équilibre entre la santé publique et les intérêts économiques.

Le développement rapide et l'approbation de Sputnik V, bien que source de fierté nationale, ont également contribué au scepticisme international en raison du manque initial de transparence dans les données des essais cliniques. Cependant, des études ultérieures évaluées par des pairs et publiées dans des revues internationales ont confirmé l'efficacité et la sécurité du vaccin, aidant à atténuer certaines de ces préoccupations. Malgré la fierté nationale pour le développement rapide de Sputnik V, une certaine réticence à se faire vacciner a été observée parmi les citoyens russes. Cette hésitation a été alimentée par un mélange de scepticisme à l'égard de la rapidité du processus d'approbation du vaccin, une confiance variable dans les institutions gouvernementales et une exposition à la désinformation concernant la vaccination en général. Pour contrer cette hésitation, les autorités russes ont lancé des campagnes d'information et encouragé la vaccination par divers incitatifs, mais avec des résultats variés à travers différentes régions du pays.

Le déploiement de la campagne de vaccination en Russie a également posé des défis logistiques, notamment en raison de l'énorme taille du pays et de la nécessité de maintenir la chaîne du froid pour le transport et le stockage du vaccin. Les régions éloignées et moins accessibles ont rencontré des difficultés particulières pour recevoir et distribuer le vaccin, soulignant les disparités dans l'accès aux soins de santé. Malgré ces obstacles, la Russie a progressivement augmenté le nombre de personnes vaccinées, en se concentrant d'abord sur les groupes prioritaires tels que les travailleurs de la santé, les enseignants et les personnes âgées.

UN STYLE PLUS ABRUPT ET UN EXERCICE DU POUVOIR PLUS AUTOCRATIQUE

Depuis 2012, l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine a été marqué par une consolidation du contrôle autoritaire, des alliances stratégiques avec des figures clés au sein de son administration et une approche nuancée dans ses relations avec les pays voisins et la communauté internationale plus large. Son style de leadership et ses stratégies de gouvernance offrent un aperçu des mécanismes de sa règle et de la posture géopolitique de la Russie.

Posture Autoritaire et Gouvernance

Il est largement observé et analysé par des politologues, journalistes et observateurs internationaux que Vladimir Poutine est devenu plus autoritaire au fil des années, particulièrement après son retour à la présidence en 2012. Plusieurs développements et actions tout au long de ses mandats illustrent une tendance vers un accroissement de l'autoritarisme :

1. **Centralisation du Pouvoir** : Poutine a mis en œuvre des mesures pour consolider le pouvoir dans la branche exécutive, affaiblissant l'influence des branches législative et judiciaire. Cela inclut l'augmentation du contrôle du Kremlin sur les gouvernements régionaux et la diminution de l'autonomie des sujets fédéraux.
2. **Changements Constitutionnels** : Les amendements constitutionnels de 2020, qui, entre autres, permettent à Poutine de réinitialiser ses limites de mandat présidentiel et de potentiellement rester au pouvoir jusqu'en 2036, servent d'exemple pivot de la manière dont les changements institutionnels ont été utilisés pour cimenter son autorité à long terme.
3. **Répression de l'Opposition et de la Société Civile** : Sous la direction de Poutine, le gouvernement russe a intensifié sa répression contre

l'opposition politique, les médias indépendants et la société civile. Les lois ciblant les "agents étrangers", les restrictions sur les rassemblements publics et la persécution des opposants politiques et des activistes sont indicatives d'un régime autoritaire cherchant à limiter le pluralisme politique et contrôler le discours public.

4. **Contrôle des Médias et de l'Information** : Le gouvernement a renforcé son emprise sur le paysage médiatique, avec les principaux réseaux de télévision et les médias passant sous le contrôle d'entités loyales au Kremlin. Ce contrôle de l'information est une caractéristique de la gouvernance autoritaire, limitant l'accès à des points de vue indépendants et améliorant la capacité de l'État à façonner la perception publique.
5. **Utilisation de la Sécurité Nationale et du Patriotisme** : Poutine a souvent invoqué la sécurité nationale et le patriotisme pour justifier des actions et politiques qui consolident son pouvoir. La représentation de la Russie assiégée par des menaces externes a été utilisée pour rassembler le soutien public et légitimer la répression de la dissidence.
6. **Mesures Législatives** : Le parlement russe a adopté une série de lois qui élargissent les capacités de surveillance de l'État, restreignent la liberté sur Internet et imposent des peines sévères pour les manifestations et les "activités extrémistes". Ces lois sont des outils pour contrôler l'opposition et étouffer la critique du gouvernement.

Ces actions, parmi d'autres, indiquent un modèle clair d'augmentation de l'autoritarisme dans le style de gouvernance de Poutine, alors qu'il cherche à maintenir le contrôle sur le paysage politique russe et à minimiser les défis à son règne.

Cercle intérieur et alliances politiques

- Influence des Siloviki :

La dépendance de Poutine envers les "Siloviki" – un terme désignant les politiciens issus des services de sécurité ou militaires, beaucoup d'entre eux étant de vieux alliés de ses jours au KGB ou de sa carrière politique initiale à Saint-Pétersbourg – reste évidente. Ces figures exercent une influence significative sur la prise de décision et l'appareil de sécurité, renforçant le contrôle de Poutine sur les mécanismes coercitifs de l'État.

Oligarques et Contrôle Économique : Bien que Poutine ait maintenu des relations avec certains oligarques, son mandat a également vu la mise à l'écart ou la répression de ceux qui défient son autorité. Le pouvoir économique est concentré parmi une élite loyale, avec des secteurs significatifs de l'économie sous l'influence ou le contrôle direct de l'État et des alliés de Poutine.

Politique étrangère et relations avec les pays voisins

- Pays Voisins : L'approche de Poutine envers les anciens États soviétiques et les pays voisins a été caractérisée par un mélange de diplomatie culturelle, de pression économique et de posture militaire. L'annexion de la Crimée et l'implication dans l'Est de l'Ukraine soulignent sa volonté d'utiliser la force pour affirmer les intérêts de la Russie et défier l'influence de l'Occident dans ce qu'il perçoit comme la sphère d'influence de la Russie. Les manœuvres stratégiques de Vladimir Poutine depuis son retour à la présidence en 2012 peuvent être partiellement interprétées à travers le prisme de la quête historique de la Russie pour un accès aux mers chaudes — une poursuite qui assure des ports libres de glace toute l'année, cruciaux pour des raisons militaires et économiques. Cet objectif, ancré dans des siècles de stratégie géopolitique russe, a influencé de nombreuses

décisions de politique étrangère de Poutine, reflétant un thème persistant dans la quête de la Russie pour une influence et une sécurité mondiale.

- Expansion militaire et stratégique en Syrie : L'un des exemples les plus concrets de l'obsession de Poutine pour l'accès aux mers chaudes est l'intervention militaire de la Russie en Syrie, qui a commencé en 2015. La Syrie est stratégiquement située sur la mer Méditerranée, offrant à la Russie une base navale critique à Tartous. Cette base est la seule installation navale de la Russie à l'extérieur de l'ex-Union soviétique pouvant accueillir des navires de la marine russe dans la Méditerranée, assurant une présence militaire permanente dans la région. L'intervention visait non seulement à soutenir le régime d'Assad contre diverses forces d'opposition mais aussi à sécuriser les intérêts stratégiques de la Russie en Méditerranée, contrebalançant l'influence de l'OTAN.
- Annexion de la Crimée : L'annexion de la Crimée par l'Ukraine en 2014 illustre davantage cet objectif stratégique. La mer Noire, où se trouve la Crimée, est une sortie maritime cruciale pour la Russie vers les mers chaudes. En prenant le contrôle de la Crimée, Poutine a non seulement sécurisé la base de la flotte de la mer Noire à Sébastopol mais a également assuré un accès direct à la mer Noire et, par extension, à la mer Méditerranée. Ce mouvement a été largement perçu comme un effort pour sécuriser les intérêts navals et militaires russes et pour projeter la puissance russe dans la région de la mer Noire et au-delà.
- Tentatives d'influence dans les Balkans : L'implication de la Russie dans les Balkans, notamment par des moyens politiques et économiques, peut également être considérée comme faisant partie de sa stratégie pour influencer les régions reliées aux mers chaudes. En soutenant des gouvernements et des mouvements politiques amicaux, en particulier ceux qui pourraient potentiellement rejoindre l'OTAN ou l'UE, la Russie vise à maintenir un degré d'influence dans le bassin

méditerranéen. Cela inclut des efforts pour contrer l'expansion de l'OTAN et maintenir l'accès aux routes maritimes critiques pour la puissance navale et les intérêts économiques russes.

- Projets énergétiques et routes maritimes : La Russie de Poutine a également poursuivi des projets énergétiques qui soulignent son intérêt pour l'accès aux eaux chaudes. Le gazoduc TurkStream, qui va de la Russie à la Turquie à travers la mer Noire, en est un exemple. Il renforce non seulement le rôle de la Russie en tant que fournisseur d'énergie majeur pour l'Europe mais améliore également son influence sur la Turquie, un pays clé contrôlant l'accès à la Méditerranée depuis la mer Noire à travers le détroit du Bosphore.
- Relations avec l'Occident : Le mandat de Poutine depuis 2012 a vu des relations fluctuantes avec les pays occidentaux, marquées par des périodes de tension accrue sur des questions telles que l'Ukraine, les allégations d'ingérence électorale et les opérations cybernétiques. Poutine présente la Russie comme une puissance souveraine confrontant l'empiètement occidental, utilisant la politique étrangère comme moyen de consolider le soutien domestique et de projeter la force russe globalement.

Depuis 2012, l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine a été caractérisé par un modèle de gouvernance de plus en plus autoritaire, un contrôle stratégique sur l'élite politique et économique, et des manœuvres de politique étrangère affirmées. Son approche reflète un focus profond sur le maintien de l'autorité et de la stabilité en Russie, tout en poursuivant une vision de la Russie en tant que puissance mondiale résurgente. À travers une combinaison de contrôle domestique et de stratégie géopolitique, Poutine cherche à naviguer la Russie à travers les complexités de la politique globale moderne, souvent de manières qui défient les normes et institutions occidentales.

CHAMPION DE LA GRANDE RUSSIE ET LA RUPTURE AVEC LES OCCIDENTAUX

Depuis 2012, **Vladimir Poutine s'est de plus en plus positionné comme le champion du mouvement Pan-Russe**, en mettant l'accent sur un agenda conservateur et nationaliste qui cherche à unir les russophones et à protéger la culture et les valeurs russes. Ce changement a été marqué par une position plus prononcée sur les questions sociales, des liens plus étroits avec les leaders religieux, en particulier l'Église orthodoxe russe, et une politique étrangère qui le met souvent en opposition avec l'Occident.

Champion du Mouvement Pan-Russe

- **Promotion de la Culture et de la Langue Russe** : Poutine a plaidé pour la protection et la promotion de la culture et de la langue russes, non seulement à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie mais aussi parmi les communautés russophones dans les pays voisins. Cela fait partie d'un effort plus large pour maintenir des liens culturels et une influence dans l'espace post-soviétique.
- **Récits Historiques** : Le Kremlin sous Poutine a souligné l'importance des récits historiques qui mettent en lumière les gloires passées de la Russie et la continuité de la civilisation russe. Cette approche a été utilisée pour favoriser un sentiment de fierté nationale et d'unité parmi les Russes.

Posture Conservatrice et Nationaliste

- **Conservatisme Social** : Poutine a adopté une position notablement conservatrice sur les questions sociales, alignant souvent ses politiques sur les valeurs traditionnelles prônées par l'Église orthodoxe russe. Cela comprend l'opposition au mariage homosexuel et la promotion des "valeurs familiales traditionnelles".

- **Nationalisme** : La rhétorique de protection du peuple russe et de ses intérêts est devenue une caractéristique du nationalisme de Poutine. Cela a été particulièrement évident dans le contexte de l'annexion de la Crimée et du soutien aux séparatistes russophones dans l'est de l'Ukraine, des actions justifiées par la nécessité de protéger les Russes ethniques et les russophones.

Relations avec l'Occident

- **Contentieux et Rivalité** : Depuis 2012, les relations de Poutine avec les pays occidentaux ont été caractérisées par une augmentation du contentieux et de la rivalité. L'annexion de la Crimée en 2014 et le conflit en cours dans l'est de l'Ukraine ont conduit à des sanctions contre la Russie et à une détérioration significative des relations.
- **Opposition à l'Influence Occidentale** : Poutine a positionné la Russie comme un rempart contre l'influence occidentale, en particulier contre ce qu'il perçoit comme l'imposition de valeurs et de systèmes politiques occidentaux. Cette position a résonné avec certains segments de la population russe et d'autres pays sceptiques quant aux intentions occidentales.

Liens plus étroits avec les leaders orthodoxes

- **Alliance avec l'Église Orthodoxe Russe** : Poutine a cultivé des liens étroits avec l'Église orthodoxe russe et ses dirigeants, voyant l'église comme un pilier clé de l'identité russe et de l'autorité morale. Cette relation a été mutuellement bénéfique, l'église soutenant l'agenda politique de Poutine et le Kremlin facilitant la croissance et l'influence de l'église.
- **Religion comme Force Unificatrice** : L'accent mis sur le christianisme orthodoxe a été utilisé par Poutine comme une force unificatrice,

visant à consolider le monde russophone et à renforcer les liens culturels et spirituels entre la Russie et ses voisins.

Depuis 2012, le virage de Vladimir Poutine vers la promotion du mouvement Pan-Russe, l'adoption d'un agenda conservateur et nationaliste, et le renforcement des liens avec les leaders religieux a été un aspect significatif de son règne. Ces éléments ont été intégraux dans la formation des politiques intérieures de Poutine et de la posture de la Russie sur la scène internationale. Alors que cette approche a renforcé son soutien parmi certains segments de la population russe, elle a également contribué à augmenter les tensions avec l'Occident et soulevé des préoccupations quant à la direction de la société et de la gouvernance russes.

GUERRE EN UKRAINE ET MISE EN APPLICATION

GUERRE EN UKRAINE : LE NOUVEAU PARIA DE L'OCCIDENT

LES INTENTIONS DE VLADIMIR POUTINE EN UKRAINE

Avant le début de son opération spéciale, Vladimir Poutine a exposé les origines historiques et les motivations profondes derrière ses actions et sa vision, fournissant une perspective approfondie sur la volonté de la Russie de retrouver sa grandeur passée. **Il a mis en évidence la séparation post-URSS des trois entités russes historiques (Grande Russie, Petite Russie [Ukraine], Russie blanche [Biélorussie]) et a souligné l'influence durable d'Ivan le Terrible, réhabilité sous Staline, ou de l'ancien dirigeant soviétique lui-même.** La **dislocation de l'URSS en 1991 est interprétée comme une tragédie par Vladimir Poutine**, devenant une motivation essentielle pour restaurer la nation russe, éviter d'être marginalisé dans l'Histoire et réunir les peuples russes.

Dans son discours adressé à la Nation à la fin de février 2024, le président Vladimir Poutine a une fois de plus justifié son "opération spéciale" en invoquant la "défense des citoyens de la Novorossia". **La vision politique de Poutine s'inspire des idées d'Alexandre Douguine, un théoricien éminent de l'Eurasie.** Sous son impulsion, et avec le soutien de nombreux intellectuels, le mouvement Eurasia a été lancé en 2001 dans le but d'élaborer une théorie dite "néo-eurasiste". Cette perspective se caractérise par une réflexion identitaire approfondie sur les peuples slaves et les frontières de l'empire russe. Cette réflexion a été reprise dans par le commandant adjoint des forces du District militaire du Centre de la Russie, Roustam Minnekaïev, en avril 2022 soit 2 mois après le début du lancement de l'invasion de l'Ukraine. Celui-ci avait alors affirmé que l'un des objectifs de l'armée russe était d'établir un contrôle total sur le Donbass et le sud de

l'Ukraine. Il avait précisé que le contrôle du Sud de l'Ukraine constituait également un moyen d'établir un corridor vers la Transnistrie, où des cas d'oppressions de la population russophone étaient signalés. Cette initiative a ravivé les tensions dans ce conflit gelé depuis 1992, suscitant des préoccupations au sein des chancelleries occidentales.

Cet expansionnisme russe prend forme dans une initiative théorisée par Pavel Goubarev en 2015, actuel gouverneur de Donetsk et fondateur du parti de la Nouvelle Russie. Fondé sur un mélange d'identitarisme slave, de protectionnisme économique et de religion orthodoxe, ce projet s'appuie sur le contexte historique de la Nouvelle Russie formée à la fin du XVIII^e siècle après la guerre russo-turque. Ce "nouveau pays" englobe les régions de la mer d'Azov et s'étend jusqu'à la frontière actuelle de la Moldavie, comprenant les territoires de Mykolaïv, Odessa, Kherson, Kirovograd, et une partie de l'oblast de Donetsk. Cette notion remonte au XVIII^e siècle, à l'époque des Tsars, où cette région constituait une subdivision de l'empire russe.

La priorité de Poutine est de rétablir l'unité du monde russe plutôt que de s'approprier des territoires spécifiques. Les menaces occidentales et la sécurité russe sont des facteurs clés qui motivent les actions de Poutine. La **stratégie de Vladimir Poutine en Ukraine est complexe et on peut mettre en avant son objectif de contrôler la région sans nécessairement chercher une annexion totale**. L'utilisation de la tactique "diviser pour mieux régner" est illustrée par les interventions passées en Géorgie et en Moldavie, et préfigure ce qui pourrait se passer en Ukraine. En effet, Poutine a toujours affirmé vouloir changer le pouvoir en place à Kiev et neutraliser le pays, ce qui pourrait se réaliser via l'imposition d'un pouvoir fantoche sur place, la faisant se rapprocher du cas biélorusse. Une Ukraine alignée sur la Grande Russie, voici ce à quoi aspire Poutine.

Les relations russo-occidentales doivent être explorées avec précision pour comprendre les motivations et aspirations du maître du Kremlin, **Poutine**

cherche à restaurer la grandeur russe et changer la dynamique des relations internationales avant tout. Cette tendance n'est pas seulement visible en Ukraine, ce qui fait dire qu'en cas de victoire il ne devrait pas chercher à s'arrêter là car son objectif reste l'Occident et son hégémonie. Il **ne supporte pas** l'ordre **mondial actuel, dominé par les Occidentaux**, et cherche à restaurer la grandeur russe en se lançant dans des opérations comme en Ukraine.

La vision et les objectifs stratégiques de Vladimir Poutine avant l'invasion de l'Ukraine étaient profondément ancrés dans une aspiration à rétablir et à célébrer la grandeur historique de la Russie. Cette ambition s'inspirait des époques impériales de la Russie, tant sous le règne des tsars qu'à l'époque de l'Union Soviétique, soulignant un **désir de renaissance d'un empire où les peuples russophones seraient réunifiés sous une même autorité centrale.** Poutine, considérant la chute de l'URSS comme une catastrophe majeure, voyait dans l'Ukraine, berceau historique de la Russie médiévale, une pièce maîtresse dans son projet de reconstitution d'un "monde russe" unifié. Il envisageait une Ukraine alignée à Moscou, potentiellement autonome mais intégrée dans un espace économique et sécuritaire dominé par la Russie, suivant le modèle de la Biélorussie.

La stratégie de Poutine s'appuyait sur plusieurs axes. D'un côté, **il cherchait à recréer une sphère d'influence russe par l'intégration forcée ou la création d'états satellites, utilisant pour cela des justifications historiques et culturelles**, notamment la protection des minorités russophones. De l'autre, il ambitionnait de rétablir la Russie comme une superpuissance capable de rivaliser avec l'Occident, en s'opposant à l'expansion de l'OTAN et en cherchant à contrer l'influence européenne et américaine aux frontières de la Russie. Cette approche visait à réinscrire la Russie dans une dynamique de puissance eurasiatique, capable d'influer sur les équilibres géopolitiques mondiaux et de réorienter les rapports de force en sa faveur.

En parallèle, Poutine percevait l'affrontement avec l'Occident non seulement comme une nécessité stratégique pour la sécurité de la Russie mais également **comme une opportunité de démontrer la résilience et l'indépendance russe face à ce qu'il considérait comme une hégémonie occidentale déclinante**. Il envisageait de tirer parti de cette confrontation pour promouvoir une vision multipolaire du monde, où la Russie jouerait un rôle de premier plan, notamment en s'appuyant sur ses partenariats stratégiques, comme avec la Chine, pour contourner les sanctions occidentales et renforcer son économie.

L'intervention en Ukraine s'inscrivait donc dans une logique de long terme, **visant à reconfigurer les équilibres géopolitiques en faveur de la Russie, à réaffirmer son statut de puissance mondiale, et à défier l'ordre international dominé par l'Occident**. Poutine cherchait à imposer la Russie comme un acteur incontournable capable de dicter les termes de son engagement international, affirmant ainsi son autorité et celle de la Russie sur la scène mondiale. Ce **projet de renaissance russe s'appuyait sur une stratégie complexe, combinant actions militaires, manœuvres diplomatiques, et initiatives économiques**, toutes guidées par l'objectif de restaurer la grandeur de la Russie et de réunifier les peuples russes dans un monde multipolaire redéfini.

LA GUERRE EN UKRAINE ET SES REPERCUSSIONS

Il existe trois raisons au lancement de l'opération spéciale en Ukraine : la « protection des populations russophones de Donetsk et de Louhansk », la neutralisation du pays et la dénazification de l'Ukraine (c'est à dire le remplacement du pouvoir en place par un régime bien plus favorable à Poutine, comme cela a pu être le cas avec Petro Poroshenko ou Viktor Yanukovych). Deux de ces trois objectifs ne sont pas atteints à l'heure actuelle, mais ils restent encore d'actualité, comme le montrent les différentes déclarations des proches de Poutine. En revanche, Vladimir Poutine a accompli partiellement l'un des deux objectifs en annexant une partie des territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi que les territoires permettant de créer un chemin terrestre vers la Crimée. Toutefois, cet

objectif n'est pas complètement accompli puisque l'armée russe ne contrôle que partiellement ces territoires. Il pourrait ainsi s'agir d'un objectif majeur pour l'année 2024 pour le chef du Kremlin.

Entre fin février et avril 2022, la Russie a tenté de faire tomber Kiev et de contrôler une grande partie de l'Ukraine, sans pour autant y parvenir. On se souviendra que l'armée de Vladimir Poutine a connu des grandes difficultés lors de la première phase du conflit, cela était dû à son impréparation, ses problèmes d'approvisionnement ou stratégiques, mais surtout à la résistance héroïque des Ukrainiens. Cette résistance en a surpris plus d'un, alors que de nombreuses personnes pensaient que l'armée russe allait facilement l'emporter face à une armée ukrainienne réputée comme étant inférieure et manquant de tout. Ce ne fut pas le cas, et les Russes se sont véritablement heurtés sur les défenses ukrainiennes. L'armée de Poutine n'a ainsi pas pu entrer dans Kiev, alors même que cette ville devait tomber en quelques jours pour que le régime qu'y s'y trouvait soit renversé. Un exemple de cette impuissance est l'occupation de la ville de Bucha, dans la banlieue de Kiev, qui est la ville la plus proche de la capitale que les Russes ont occupée, et qui sera reprise en mars en faisant découvrir au monde entier les atrocités dont l'armée russe était capable. Cette première phase, a montré l'impuissance de l'armée russe et son incapacité de remplir ses objectifs, comme ce fut souvent le cas avec les armées soviétique. De plus, son message pacificateur, alors que l'objectif était de porter secours à la population russophone en danger car persécutée, en a pris un coup avec la révélation des atrocités commises. C'est par ailleurs après cette première phase que la Russie a contrôlé le plus de territoires ukrainiens, plus de 25% en mars.⁷ Tout cela semble paradoxal alors que l'armée russe a clairement échoué à atteindre ses objectifs initiaux.

La résistance ukrainienne, incarnée par Zelensky, devenu icône mondiale, a pu surprendre alors que l'on pensait que les jours de ce dernier étaient

⁷ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/02/12/guerre-en-ukraine-sur-un-front-quasi-fige-en-2023-les-maigres-gains-territoriaux-de-kiev-sont-grignotes-ailleurs-par-la-russie_6156776_4355771.html

comptés après le début de l'invasion. Pourtant, l'armée ukrainienne, forte de l'aide occidentale et galvanisée par ses chefs, est parvenue dès avril 2022 à reprendre du terrain, jusqu'à la fin de l'été. C'est clairement la deuxième phase du conflit, alors que des villes comme Kherson, Karkiv ou la centrale de Zaporijia.⁸ Cette poussée, accompagnée d'une résistance ukrainienne héroïque, a donné beaucoup d'espoirs aux Ukrainiens alors que les Russes commençaient à douter, au point que le leadership de Poutine était remis en cause et qu'on se demandait si les objectifs initiaux allaient être atteints. Certains observateurs parlaient du dépassement par la droite de Poutine, avec un mouvement nationaliste fort qui critiquait ouvertement Poutine, et même des candidats plus au moins crédibles au remplacement de Poutine, comme Evguenii Prigojine ou Ramzan Kadirov.

Le journal américain Wall Street Journal a mis la main sur un document exposant les conditions proposées par la Russie en avril 2022 pour parvenir à une paix en Ukraine. Ce document montre bien quelles étaient les objectifs de la Russie. Nous pouvons penser que beaucoup de choses restent inchangées à l'heure actuelle (même si les prétentions territoriales pourraient être plus conséquentes au vu de l'ascendant russe). Le document décrit un projet d'accord de paix d'avril 2022, visant à mettre fin au conflit entre la Russie et l'Ukraine en limitant considérablement la souveraineté et les capacités militaires de l'Ukraine. La proposition, jamais finalisée, avait pour but de transformer l'Ukraine en un "État neutre permanent", lui interdisant de rejoindre des alliances militaires comme l'OTAN ou de recevoir un soutien militaire occidental (mais l'adhésion à l'UE n'était pas exclue). Elle suggérait également de maintenir la Crimée sous contrôle russe, d'imposer des restrictions sur la taille et les capacités militaires de l'Ukraine, et de pousser pour que la langue russe ait un statut égal avec l'ukrainien dans le gouvernement et les cours.

Malgré les négociations initiales, aucun accord n'a été atteint, la visibilité des crimes de guerre russes et l'amélioration de la position militaire de l'Ukraine,

⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022_6118209_3213.html

renforcée par le soutien occidental, ayant changé la dynamique. La position de l'Ukraine s'est depuis durcie, insistant sur le retrait des troupes russes avant tout pour parler de paix et craignant que toute pause dans les hostilités ne permette simplement à la Russie de se regrouper pour de futures agressions.

Le document souligne que l'objectif à long terme de la Russie est de neutraliser l'Ukraine. Aux yeux du Kremlin, ce pays ne peut devenir un allié potentiel de l'Occident. Cela reflète la crainte de Poutine de voir se développer un front "anti-Russie" à ses frontières. Les pourparlers de paix, influencés par des pressions internationales et internes, ont finalement stagné. De plus, les deux côtés voyant une possibilité de prendre un avantage militaire, ils ont poursuivi les hostilités. Cette situation souligne les intérêts géopolitiques complexes en jeu et les défis significatifs à relever pour atteindre un accord de paix respectant la souveraineté et les besoins de sécurité de l'Ukraine.

Une troisième phase dans ce conflit s'est ouverte dès l'automne/hiver 2022, alors que l'armée russe préparait ses défenses et revoyait sa stratégie. Sachant que l'hiver, historiquement clément à l'armée russe, jouerait en sa faveur, l'armée russe a eu le temps de préparer ses défenses avec des mines anti-personnel ou les fameuses dents de dragon. Dans cette optique, Poutine a été convaincu de ne pas opposer trop de résistance et d'accepter de se retirer de la rive gauche du Dniepr (Kherson par exemple) car elle était vue comme trop difficile à défendre. Les Russes se sont donc repliés sur les Oblasts annexés en septembre, après des référendums décriés par la communauté internationale. Ils ont poussés pour une guerre de position, en opposition avec la guerre de mouvements observée dans les premiers mois.

À la sortie de l'hiver, cette stratégie avec des défenses importantes additionnées à des attaques violentes et localisées a porté ses fruits avec la prise de Bakhmout par exemple, fruit de longs affrontements sanglants. Très impliqué dans la prise de Bakhmout, Prigojine s'est senti poussé des ailes et a tenté sa chance jusqu'à tenter de prendre Moscou. En revanche, alors

qu'on pouvait penser que Poutine était menacé, il a pu reprendre le dessus et mener à bien des purges. Après sa tentative de Putsch ratée, Prigojine est mort dans un accident quelques mois plus tard, après que l'empire Wagner ait été repris en main par Poutine lui-même.

La troisième phase du conflit, qui dure toujours, est clairement à l'avantage russe alors que la stratégie gagnante du Kremlin n'a pas changé. La contre-offensive ukrainienne a échoué laissant les Russes seuls maître sur le front.

Pour le moment, le bilan de la Guerre en Ukraine reste contrasté, car les objectifs initiaux que Poutine s'était fixé ne sont toujours pas atteints. Pour autant, ces objectifs restent d'actualité et expliquent que Poutine, ne devrait pas négocier car il veut infliger une grande défaite à Zelensky et cherche la neutralisation de l'Ukraine. Aux gains territoriaux, s'ajouteront une neutralisation de l'Ukraine avec un régime plus conciliant voire fantoche sur place.

À l'international, cette guerre fut une réussite car Poutine est vu comme le champion du nouvel ordre mondial et de la critique de la mainmise occidentale. Preuve en est, le fait qu'aucun pays du Sud global (concept fourre-tout que certains aiment à opposer à l'Occident) n'a soutenu les résolutions visant la Russie à l'ONU. La Russie a profité de cette guerre pour intensifier ses liens avec les pays asiatiques ou africains par exemple, au nez et à la barbe des Occidentaux dont les sanctions se sont montrées relativement inefficaces pour le moment (même si un impact certains est visible, seulement elles n'ont pas permis de mettre à genou l'économie de la Russie pour reprendre l'expression employé par le ministre de l'Économie).

Poutine s'est trouvé renforcé par cette guerre, et garde en tête ses objectifs initiaux qui ne sont pas oubliés. Son pouvoir a été renforcé à l'intérieur du pays et son aura à l'international s'en est trouvée grandie.

L'APRES-GUERRE EN UKRAINE : QUE COMPTE FAIRE VLADIMIR POUTINE ?

GAGNER LA GUERRE EN UKRAINE

Options de sortie de guerre :

Depuis deux ans, la Russie occupe environ 18% du territoire ukrainien, soit une surface supérieure à celle de la Bulgarie ou du Portugal, une situation inédite depuis la Seconde guerre mondiale. Cette guerre qui dure signe le retour du tragique de l'Histoire sur le Vieux-continent. Malgré un soutien occidental tout au long de l'année 2023, l'Ukraine semble condamnée à perdre sans soutien occidental supplémentaire alors que l'Occident tend plutôt vers un effritement de son soutien.

Après deux ans de conflit, cette guerre a clairement évolué sur une guerre de position sur le modèle de ce qui s'est passé en Corée. À l'heure actuelle, il s'agit de l'hypothèse la plus probable (option 1) au moins pour l'année 2024 dans la mesure où le rapport de force militaire ne devrait pas évoluer, sans soutien supplémentaire de la part de l'Occident. Ainsi, Vladimir Poutine pourrait en profiter pour consolider ses gains territoriaux et même les élargir légèrement. Il est probable que les Russes se contentent du statu quo en se limitant à grappiller du terrain sans pour autant porter un assaut majeur.

Toutefois, il ne faut pas exclure que Vladimir Poutine profite de la situation et de l'affaiblissement du soutien occidental pour élargir ses conquêtes territoriales voir même d'accomplir les objectifs fixés au moment du déclenchement de l'opération spéciale à savoir la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine (option 2). Cela supposerait de renverser le régime de Zelensky ainsi que de neutraliser ou « finlandiser » l'Ukraine. Il s'agit de la deuxième option la plus probable à ce stade mais pas forcément à court terme dans la mesure où le soutien occidental reste encore important tout comme la volonté de résistance des Ukrainiens.

De plus, les autres possibilités ne sont pas probables sans l'arrivée d'événements extérieurs à savoir une négociation (option 3) ou la reconquête des Ukrainiens pour revenir aux frontières de 1991 (option 4). La première possibilité nécessiterait un événement extérieur ou un effondrement interne de l'un des deux camps, dans la mesure où aucune des deux parties ne souhaite actuellement négocier une cessation des hostilités. Cela pourrait arriver si l'un ou les deux partis considéraient qu'il est plus rentable de stopper le conflit plutôt que de le poursuivre, ce qui n'est pas le cas même deux ans après le début du conflit. La seconde possibilité est conditionnée à une aide massive de l'Occident afin d'inverser un rapport de force favorable à la Russie. Cela apparaît peu probable à court terme au regard de la situation économique et d'une situation politique tendue notamment aux États-Unis.

Enfin, il est probable que la troisième année de conflit soit dans la même lignée que les deux précédentes dans la mesure où aucune des deux parties ne peut véritablement prendre un avantage décisif sur l'autre au point de l'obliger à capituler. La guerre en Ukraine ressemble de plus en plus à la guerre de Corée et semble parti pour durer.

Option 1 : Guerre de Position Longue, ce qui ne serait pas au désavantage de Poutine. En effet, il dispose d'un avantage sur le terrain et la dynamique joue clairement en son sens. Sans soutien occidental conséquent, la Russie devrait bénéficier du statu quo

Sur la majorité du front, les fortifications sont efficaces (des deux côtés) ce qui explique que **le front s'est figé et qu'aucune armée ne parvient à avancer**. Nous sommes ainsi dans **un scénario qui se rapproche de la Première guerre mondiale** où la ligne de front ne semble pas changer significativement à moins d'une évolution drastique du rapport de force par différents intermédiaires : évolution des moyens économiques, des moyens militaires, ruptures technologiques, etc.

Le front gelé semble parti pour durer assez longtemps, surtout que l'on voit difficilement comment les rapports de force peuvent être modifiés. Ainsi **il s'agit du scénario le plus probable**, avec une Ukraine héroïque sur la défensive (faisant beaucoup avec peu de ressources et une aide occidentale en deçà des espérances) et une Russie à l'offensive qui continue à grappiller tout en évitant un coup de force majeur qui pourrait mener à une escalade et à l'intervention d'autres pays.

Dans cette situation, Vladimir Poutine jouerait le temps long sur le modèle de ce qu'il a entrepris en Syrie pour protéger son allié Bachar Al-Assad. Il attendrait ainsi une fatigue progressive des opinions publiques occidentales pour conserver son avantage dans ce conflit. Dans cette hypothèse, les dirigeants occidentaux auraient de plus en plus de mal à convaincre leur opinion publique d'augmenter le soutien militaire à l'Ukraine. À ce titre, la prise de position d'Emmanuel Macron sur la possibilité d'intervenir militairement en Ukraine avec des troupes occidentales, montre la difficulté de convaincre les Occidentaux dans cette aventure.

Il faut ajouter que l'année 2024 est primordiale avec beaucoup d'élections qui peuvent bousculer l'équilibre des forces que nous connaissons à commencer par l'élection présidentielle américaine. Les États-Unis sont de loin les premiers pourvoyeurs d'armes et de matériel à l'Ukraine, mais le soutien américain tend à s'essouffler comme on l'a vu avec le Congrès qui bloque le nouveau paquet d'aide depuis la prise de contrôle de la Chambre des représentants par les Républicains. De plus, les Américains sont entrés dans une année électorale, ce qui veut dire que Joe Biden sera davantage focalisé sur la politique intérieure dans les mois à venir.

Cette année électorale pourrait marquer le retour de Donald Trump à la maison Blanche. Ce retour pourrait conduire à un bouleversement de l'équilibre des forces quant à la guerre en Ukraine alors qu'il juge la guerre trop coûteuse et qu'il promet de régler rapidement ce conflit. Pour ne pas favoriser son potentiel adversaire, Joe Biden devra limiter son soutien à l'Ukraine durant cette année, pour ne pas liguer une partie du peuple

américain contre lui. Ce point faisait déjà l'objet de débat lors des dernières élections de mi-mandat alors que les ménages américains ont été frappés par l'inflation. Dans l'hypothèse d'un retour de Donald Trump, les choses pourraient radicalement changer dans la mesure où il a annoncé qu'il souhaiterait réunir les acteurs du conflit afin d'arriver à une solution rapide.

En Europe, l'équation n'est pas plus simple alors que les Européens sont incapables de se substituer au soutien américain même si les 27 ont récemment adopté un plan de soutien à hauteur de 57 milliards d'euros. Preuve en est la difficulté de voter cette aide supplémentaire à l'Ukraine, à cause de l'opposition d'Orbán voire Fico, ou l'incapacité de livrer des munitions à l'Ukraine (on estime que sur les 2,3 millions de munitions utilisées par l'Ukraine en 2023, 30 0000 sont d'origine européenne). De plus, cette aide ne vise pas à financer l'effort de guerre ukrainien mais plutôt à soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine. L'aide européenne est limitée sur le plan militaire, ce qui ne permet pas à l'Ukraine d'avoir un soutien supplémentaire susceptible de modifier le rapport de force sur le champ de bataille.

Il faut ajouter que peu d'éléments ne laissent penser que la Russie puisse subir des mauvaises nouvelles susceptibles d'affecter leur effort de guerre. Sur le plan économique, la **Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions infligées par la communauté internationale**. En effet, l'économie russe ne s'est contractée que de 2,1% en 2022. Les prévisions prévoient une contraction de 2,5% dans le scénario le plus défavorable selon l'OCDE ou de 0,2% selon la Banque mondiale. Le FMI prévoit de son côté que la Russie pourrait enregistrer une croissance de 0,7% en 2023 de son économie, de même que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) qui vise 1,5% de croissance. Dans **cette dernière hypothèse, malgré les sanctions, la Russie enregistrerait une croissance supérieure à celle de la zone euro selon la Commission européenne** (+0,8%).

Option 2 : Neutralisation de l'Ukraine par une offensive russe plus importante

Si la Russie a pris l'avantage dans ce conflit qui l'oppose à l'Ukraine, elle n'a pas pour autant réussi à accomplir ses objectifs de guerre qui justifiaient le début de l'opération spéciale en février 2022. Pour rappel, Vladimir Poutine souhaitait « libérer » les territoires de Donetsk et Louhansk ainsi que la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine. Si le premier objectif n'est accompli que partiellement avec quelques difficultés (l'armée russe ne contrôle pas l'ensemble des territoires revendiqués), le second bloc d'objectif est long d'être atteint surtout après l'échec de la prise de Kiev en Février/Mars 2022.

Il est clair que depuis la fin de l'année 2023, la Russie a repris l'ascendant dans cette guerre et impose son rythme. Alors que la première phase du conflit a vu l'armée russe se casser les dents sur la résistance ukrainienne, les Russes ont su faire évoluer leurs vues. Ainsi, ils ont revu leur stratégie en opérant une consolidation de leurs gains territoriaux par la construction de solides défenses. De plus, et malgré les sanctions occidentales, la Russie est parvenue à faire muter son économie pour passer en économie de guerre, avec un appareil productif au service de l'effort de guerre. En 2024, la Russie a donc prévu d'augmenter de 70% ses dépenses de guerre⁹, du jamais vu alors que ces dépenses avaient déjà augmenté en 2023. Face à cela, l'Ukraine et l'Union européenne se sont montrés incapables d'adopter une économie de guerre pour soutenir l'effort de guerre. Ce déséquilibre explique le rapport de force actuel.

Pour autant si la Russie possède un avantage important sur ces différents plans, elle ne peut pas prendre un avantage conséquent dans ce conflit au point de faire capituler l'Ukraine. L'avantage global russe explique que son

⁹ https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/25/la-russie-prevoit-d-augmenter-son-budget-militaire-de-70-en-2024_6190953_3210.html#:~:text=Russie-.La%20Russie%20pr%C3%A9voit%20d'augmenter%20son%20budget%20militaire%20de%2070,supplante%20ainsi%20la%20politique%20sociale.

armée peut se reposer sur ses défenses. En effet, l'Ukraine ne dispose pas de suffisamment d'atouts pour lancer une nouvelle offensive après l'échec de la contre-offensive. À ce titre, le rapport de force ne peut évoluer favorablement à l'Ukraine sans soutien supplémentaire de l'Occident.

Toutefois, on ne peut exclure que l'armée russe, une fois ses forces consolidées, reprenne sa marche vers Kiev pour accomplir le second bloc d'objectif fixé au moment du début de l'opération spéciale. Cette situation peut évoluer si l'Occident tarde et/ou diminue son soutien en faveur de l'Ukraine ce qui pourrait créer une difficulté militaire pour les Ukrainiens. Ces derniers rencontrent des difficultés depuis l'échec de la contre-offensive et sans soutiens supplémentaires, ils ne pourront pas en lancer une nouvelle. On peut également imaginer qu'avec une aide militaire américaine qui tarde, l'Ukraine rencontre des difficultés même à se défendre et à tenir la ligne de front.

Seulement, cette option rencontre des difficultés puisqu'il est peu probable que la communauté internationale l'accepte au moins à court terme. En cas d'avancée russe majeure, il est probable que qu'une telle hypothèse se traduise par une résistance ukrainienne accrue et une aide occidentale démultipliée. Depuis plus d'un an, à chaque fois que la Russie a tenté une poussée, comme à Bakhmout ou plus récemment à Avdiivka, l'armée ukrainienne a démontré une capacité de résistance malgré un manque de matériel et d'hommes. Cela s'est accompagné par de maigres avancés pour la Russie avec des pertes importantes.

À la probable défense héroïque ukrainienne, une aide occidentale supplémentaire pourrait voir le jour en cas d'offensive d'ampleur de la Russie. Depuis le début de la guerre, les Occidentaux ne cachent pas leur préférence et devraient continuer et intensifier l'aide pour éviter de ne voir Poutine sortir vainqueur et surtout qu'il n'accomplisse son second objectif de guerre à savoir la « dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine ». Dans cette hypothèse, nous pourrions assister à un regain d'intérêt des opinions publiques occidentales qui ne souhaitent pas forcément voir Kiev

chuter. Cela pourrait conduire les différents gouvernements à dédoubler leurs efforts en faveur de l'Ukraine.

En cas d'ouverture d'une nouvelle phase dans cette guerre et d'une intensification de l'offensive russe, nous pourrions nous retrouver avec des affrontements meurtriers et une escalade tragique. Même si les Russes sont moins sensibles que d'autres pays par des pertes militaires, il est peu probable que Poutine puisse accepter des pertes trop importantes. Cela s'explique notamment au regard des différentes réactions de l'opinion publique russe à différents moments du conflit comme lors de la mobilisation de septembre 2022. Ainsi, la conscription massive avait fait grand bruit en Russie, et même si « l'opération spéciale » est mieux acceptée par la population à l'heure actuelle, de nouvelles envoyées au front pourraient réveiller la fureur populaire. Vladimir Poutine possède l'avantage et il ne perd pas grand-chose à patienter car la situation actuelle lui convenant amplement.

De plus, avant de statuer sur la possibilité d'une offensive russe, il faut se demander si cela est conforme aux objectifs de Poutine. La posture ukrainienne déterminera la suite des événements, notamment dans leur stratégie militaire après l'échec de la contre-offensive. Dans l'hypothèse d'une nouvelle tentative, ou d'une attaque à l'intérieur des terres russes, ou en Crimée, alors la Russie pourrait se garder la possibilité de réagir. De plus, il n'est pas du tout certain que l'annexion intégrale de l'Ukraine fasse partie des plans du chef du Kremlin. Pour cette année 2024, il nous semble plus probable de voir l'armée russe jouer la montre (même si elle est en mesure d'attaquer massivement et qu'en cas de grand bouleversement elle peut choisir cette option).

La contre-contre-offensive russe ne fait pas de mystère, mais son but sera plutôt de compléter et d'annexer entièrement les oblasts rattachés à la Russie en 2022. Le but sera de se présenter lors de l'élection de Mars avec une grande réussite pour Poutine. Il est moins probable que l'armée russe se jette à corps perdu dans la bataille pour faire tomber Kiev...

L'objectif de Poutine pourrait en revanche être de faire de l'Ukraine, une seconde Biélorussie, avec un président aussi accommodant que Loukachenko. Il est peu probable que Vladimir Poutine souhaite annexer toute l'Ukraine. Il est conscient que cela serait contre-productif et intenable sur le long terme. Il souhaiterait vraisemblablement faire tomber le régime à Kiev et y placer un pouvoir fantoche qui lui serait acquis, pour donner l'impression de respecter les peuples. Cela doit accomplir le second objectif de l'opération spéciale lancée en février 2022, qui est la « dénazification du régime ». Il s'agit ainsi de faire tomber le régime de Volodymyr Zelensky. Dans cette hypothèse l'autre partie du second objectif consiste à « démilitariser l'Ukraine », ce qui viserait à neutraliser l'Ukraine sur le modèle biélorusse. À ce titre, disposer d'un président malléable à Kiev, proche de Loukachenko, ne pourrait que combler le chef du Kremlin.

Ce scénario, même s'il est certain que Poutine aimerait le voir se réaliser plus tôt nous semble plus facilement réalisable sur le long terme que sur l'année 2024. Devant les difficultés et réalités du terrain citées plus haut, Poutine est conscient qu'il ne peut brusquer les choses. Pour autant, nous pensons que c'est vers cela qu'il veut se diriger. Ainsi, il est vraisemblable qu'il tente d'accomplir en 2024 le premier objectif fixé lors du début de l'opération spéciale à savoir sécuriser les territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi que les territoires permettant de créer un chemin terrestre vers la Crimée. Le second objectif visant une conquête plus longue et plus grande permettant de « dénazifier et démilitariser l'Ukraine » ne peut que difficilement se réaliser au cours de l'année 2024.

Option 3 : En cas de négociation Poutine récupère 20% de l'Ukraine ce qui lui confère des avantages stratégiques comme des réserves agricoles, des hydrocarbures. De plus, il apparaît comme quelqu'un qui sait faire la paix et il inflige la plus grande défaite symbolique de l'Occident

À l'heure actuelle, ce scénario nécessite l'accomplissement de plusieurs points pour se réaliser au regard de la position des deux camps. Dans l'état actuel des choses, nous voyons cela comme difficile. En effet pour arriver à

la table des négociations, il est nécessaire d'avoir un renversement d'envergure. Les deux partis ne montrent pas un grand intérêt à négocier une cessation des hostilités et encore moins un plan de paix.

Volodymyr Zelensky s'est toujours montré opposé à toute forme de négociation avec la Russie et ne risque pas de changer d'avis de sitôt. Ce dernier ne veut pas discuter avec Poutine et veut le retour de tous les territoires occupés (Crimée incluse). Il ne devrait pas changer d'avis en revoyant ses demandes à la baisse ou en acceptant des pertes territoriales.

Vladimir Poutine y est également opposé, même s'il se présente différemment comme un défenseur de la paix dans ses apparitions médiatiques. Pour lui, cette opération spéciale a pour but de venir en secours aux peuples russophones persécutés et la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine. Lui non plus ne changera pas d'avis du jour au lendemain à moins que les négociations lui permettent d'accomplir les deux objectifs. Cette condition apparaît irréconciliable avec le souhait des dirigeants de l'Ukraine.

Les raisons qui expliquent qu'aucune discussion n'a eu lieu et que toute négociation semble improbable sont :

1- Les constitutions de l'Ukraine et de la Russie revendiquent toutes deux les territoires annexés par la Russie en 2014 et 2022, rendant difficile tout changement. La Russie pourrait inverser ces modifications constitutionnelles, mais cela serait politiquement complexe. Pour Zelensky, revenir en arrière sur la question constituerait la fin de sa vie politique alors qu'il incarne la résistance ukrainienne face à l'offensive russe.

2- Des groupes importants et influents en Ukraine et en Russie s'opposent à tout compromis territorial ou politique avec l'ennemi. Les concessions poseraient des défis politiques intérieurs majeurs pour les deux gouvernements. Ni Poutine ni Zelensky ne veulent se montrer faibles face à l'autre pour ainsi éviter d'apparaître en position de faiblesse sur le plan interne.

3- La libération de la Crimée est cruciale pour l'Ukraine en termes de souveraineté et de stratégie, mais elle représente également un dilemme stratégique pour la Russie, qui veut la garder. La Crimée est une acquisition populaire pour la Russie, rendant un retour négocié improbable.

4- L'expérience historique de la Russie et l'interprétation comparative du conflit par l'Ukraine la poussent à attendre une victoire significative avant d'engager des pourparlers.

À l'heure actuelle, si nous avons des négociations, ça serait à l'avantage de la Russie dans la mesure où elle est en position de force sur le plan militaire. En cas de négociation, Kiev devrait être forcée de négocier par le Kremlin, par un rapport de force déséquilibré. Tout cela n'est pas sans rappeler la seconde phase de la Guerre d'Hiver entre l'URSS et la Finlande en 1940, qui après une résistance héroïque des Finlandais s'est terminée par une négociation forcée alors que la Finlande a conservé son indépendance. Dans cette hypothèse, l'Ukraine emprunterait le chemin de la finlandisation pour mettre fin au conflit.

La "finlandisation" est un terme qui a émergé pendant la Guerre froide pour décrire la politique étrangère de la Finlande vis-à-vis de l'Union soviétique et y est connoté négativement pour certaines personnes. Après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande a adopté une approche de neutralité pragmatique pour éviter les tensions avec l'Union soviétique, son voisin puissant. Cette politique impliquait une série de compromis et de concessions pour maintenir des relations pacifiques. La Finlande a évité de s'aligner clairement avec les blocs Est ou Ouest de la Guerre froide, restant officiellement neutre. Cependant, dans la pratique, elle était souvent perçue comme ayant une orientation prosoviétique (cette neutralité de fait a pris fin avec la chute de l'URSS ou avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN). Pour éviter des réactions négatives de l'Union soviétique, la Finlande a exercé une certaine autocensure dans ses médias et discours publics. Certains sujets sensibles étaient évités pour maintenir des relations apaisées. La Finlande a développé des liens économiques étroits avec l'Union soviétique, devenant

un partenaire commercial significatif. Cela contribuait à assurer une stabilité économique et à minimiser les tensions politiques.

Seulement, dans l'hypothèse d'une négociation, les Ukrainiens voudraient se présenter avec l'ascendant. Seulement, cela nécessite un changement stratégique pour arriver à un scénario où ce serait l'Ukraine qui obligerait la Russie à venir à la table des négociations dans un contexte favorable aux Ukrainiens. Ces derniers disposent toutefois d'un atout : l'engagement du peuple en faveur de la résistance et de l'indépendance. Cette situation permet à Zelensky d'avoir une arme dans le conflit puisqu'il peut continuer le combat pendant encore quelques temps à condition que l'Occident poursuit son soutien militaire.

Malgré ces défis, la résistance en Ukraine reste forte en raison du vif désir de préserver l'indépendance nationale, ce qui constitue une faiblesse potentielle pour la Russie et éloigne la probabilité d'une négociation. La volonté nationale de l'Ukraine semble surpasser celle de son adversaire, offrant un avantage crucial dans ce conflit. Les Ukrainiens ne se rendront pas facilement, et seul l'affaiblissement du soutien occidental pourrait les y pousser à contrecœur. Pour autant, il semble peu probable que la rancœur à l'égard de la Russie disparaisse et ce conflit devrait perdurer dans les esprits très longtemps.

Ainsi, pour parvenir à des négociations, il faudrait que plusieurs conditions soient remplies. Il paraît difficile pour Volodymyr Zelensky de justifier l'évolution de son discours alors qu'il apparaît comme le visage de la résistance ukrainienne. Il est nécessaire qu'un ou plusieurs événements changent la donne pour conduire l'un ou l'autre parti à pousser pour des négociations. Cela passerait par un changement de régime en Ukraine (1), et/ou des événements extérieurs (2)

D'éventuelles négociations entre l'Ukraine et la Russie nécessitent un changement de la part de Kiev ou de Moscou. Or, un changement stratégique ukrainien remettrait en cause la ligne Zelensky, lequel reste

campé sur ses positions. De plus, le président ukrainien est opposé à toute négociation avec le Kremlin, ce qui implique que pour que ce scénario voie le jour, il faudrait un changement de régime à Kiev. Alors que cela semblait impensable il y a encore quelques mois, cette hypothèse a pris de l'épaisseur depuis la fin de l'année 2023. Les très populaires Klitschko, maire de Kiev, et surtout Zaluzhny, commandant en chef de l'armée, ont fait entendre leurs critiques de Zelensky à de nombreuses reprises. Le limogeage du commandant en chef ukrainien Valery Zaluzhny par le président Volodymyr Zelensky a suscité des tensions politiques, soulevant des questions sur les motivations du président et sur l'avenir de l'armée ukrainienne.

La situation a évolué sur les plans internes de l'Ukraine et de la Russie. Alors que différents commentateurs pensaient que c'était le régime russe qui était le plus susceptible de s'effondrer jusqu'à la tentative ratée de putsch de Prigojine. Désormais, il est plus probable que ce soit du côté ukrainien, que nous pourrions assister à des difficultés. Un changement de dirigeant en Ukraine pourrait conduire à une évolution de la situation et éventuellement à des négociations.

De plus, il faudrait éventuellement des événements extérieurs pour aboutir à une négociation. Plusieurs éléments pourraient conduire les deux protagonistes à s'asseoir à la table des négociations. Pour cela, il faudrait que les deux partis considèrent que la continuation des hostilités leur coûterait plus cher que des éventuels gains. En l'état actuel des choses, il faudrait des événements extérieurs pour aboutir à une évolution de la situation côté russe ou ukrainien.

Du côté ukrainien, plusieurs facteurs pourraient les conduire à négocier comme la diminution ou l'arrêt de l'aide occidentale. Volodymyr Zelensky a toutes les raisons de s'inquiéter d'un affaiblissement de l'aide occidentale envers l'Ukraine comme il l'a affirmé le 6 décembre dernier. En effet, le président ukrainien disait que Vladimir Poutine « comptait sur un effondrement du soutien occidental ». Cela s'appuie sur plusieurs éléments :

échec de la contre-offensive, multiplication des fronts et une situation économique compliquée.

Du côté russe, peu de facteurs pourraient conduire à une évolution de la situation si ce n'est l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. En effet, Vladimir Poutine possède les capacités de maintenir son effort de guerre. Malgré certaines prévisions négatives pour la Russie, celle-ci ne va probablement pas s'effondrer dans les mois et années à venir. En effet, les différentes données : politiques, économiques ou géopolitiques semblent indiquer que la Russie est capable de tenir l'effort de guerre.

Ainsi, il est peu probable que des négociations aboutissent avant la fin de l'année 2024. En revanche, si c'était le cas, il s'agirait d'une option favorable à Vladimir Poutine. En effet, une négociation inclurait certainement, des concessions territoriales ainsi qu'une neutralité de l'Ukraine soit les objectifs de guerre de Vladimir Poutine.

- Option 4 : Victoire totale de l'Ukraine

Le rapport de force dans la guerre en Ukraine est en faveur de la Russie, et il apparaît difficile pour les Ukrainiens d'inverser cette tendance. Le courage et l'inventivité ukrainienne nous ont souvent surpris durant ce conflit, pourtant la réalité du terrain est bien autre. En effet, l'Ukraine dispose de moyens limités qui ne permettent de rien envisager d'autres que des coups d'éclat isolés. Cette hypothèse appelle donc à un soutien supplémentaire de l'Occident afin d'inverser le rapport de force dans ce conflit pour éventuellement permettre à Zelensky de retrouver les frontières de 1991 (en incluant donc la Crimée).

Ce cas de figure est bien évidemment le cas rêvé pour Zelensky, qui ne veut pas négocier et ne veut qu'envisager le retour de tous les territoires ukrainiens occupés (ce qui inclut la Crimée). Ce dernier ne veut entendre parler que du retour aux frontières de 1991, sans imaginer, ne serait-ce qu'un instant une quelconque négociation avec le Kremlin. Pour autant, cette

option qui était celle privilégiée par le magazine Foreign Affairs en fin d'année dernière, ne nous semble pas réaliste, sans soutien supplémentaire voir massif de l'Occident.

Dans l'hypothèse où l'Ukraine arrive à renverser la vapeur et de forcer les défenses russes, alors cette situation conduirait à une réaction forte de la part de la Russie. Vladimir Poutine serait acculé, et en sentant le danger, décide de jeter toutes ses forces dans la bataille. Dans ce scénario, **l'utilisation de la bombe atomique ne serait pas à exclure et pourrait signifier une fin de non-retour aboutissant à une extension du conflit.** La Russie, notamment par le biais de Dimitri Medvedev, a souvent agité le spectre de la guerre nucléaire et de l'utilisation de la bombe atomique.

Une victoire ukrainienne ne sera possible que si l'Occident continue de soutenir financièrement et matériellement l'Ukraine. À la différence de la Russie qui a pu habilement convertir son économie en économie de guerre, l'Ukraine est très dépendante de l'aide occidentale et surtout américaine. Pourtant cette aide pourrait ne pas être suffisante et la fatigue occidentale, couplée à des lacunes au niveau industriel et de production, pourrait mettre à mal les ambitions ukrainiennes. De son côté, en plus d'avoir transformé son économie pour soutenir l'effort de guerre. À ce titre, Poutine est également cherché le soutien d'autres puissances comme la Corée du Nord afin de bénéficier d'une aide supplémentaire. Kim Jong-Un a offert des munitions à la Russie en échange de son soutien, et même si certains pouvaient constater que ces munitions qui n'étaient pas de première jeunesse, force est de constater que les Occidentaux ne sont pas en mesure de fournir tant de munitions à l'Ukraine qui en aurait également cruellement besoin.

Plus que de maintenir l'aide occidentale, **Kiev aurait besoin qu'elle soit démultipliée par ses soutiens pour renverser durablement le rapport de force qui s'est installé dans cette guerre. Il s'agit d'une condition sine qua non pour un retour aux frontières de 1991.** En effet, la Russie reste maîtresse des airs et l'Ukraine aura rapidement besoin de s'acclimater aux

F-16 qui vont lui être envoyé, ils auront aussi besoin de davantage d'armes et matériels lourds pour continuer le combat. Mais cette générosité occidentale interroge et on peut se demander si elle durera éternellement. Comme déjà dit les Occidentaux peuvent se tourner vers d'autres régions ou avoir d'autres priorités, comme l'amélioration de la situation socio-économique. Des élections dans les mois à venir comme celle des États-Unis pourraient remettre en cause cette aide. On se souvient de la déclaration de l'ancien Secrétaire d'État à la Défense britannique Ben Wallace qui a déclaré à Zelensky lors du dernier sommet de l'OTAN que « l'Occident n'est pas Amazon ». La Pologne également, pourtant un des premiers soutiens de l'Ukraine et qui servait de moyen d'acheminement des armes et véhicules qui transitaient par son territoire a déclaré ne plus vouloir envoyer d'armes à l'avenir.

Pour que l'offensive ukrainienne porte ses fruits il est nécessaire que l'aide occidentale soit maintenue et amplifiée. Faute de moyens conséquents, l'Ukraine ne sera pas en mesure de soutenir les assauts russes et toute offensive sera vouée à l'échec car la Russie a bien préparé sa défense après la débâcle des premiers mois. Cette aide, qui est vitale, ne semble pas pouvoir s'accroître après les problèmes rencontrés au Congrès américain ou à Bruxelles. De plus, les munitions promises par l'Europe n'arrivent pas jusqu'en Ukraine (**sur les 2,3 millions utilisés en 2023, seules 30 000 sont d'origine européenne**).

Pour que ce soutien se concrétise il faut :

- Que davantage d'aide soit votée
- Que les Européens soient en mesure de soutenir l'Ukraine en fournissant des armes de bonne qualité et non endommagées. Cela implique une relance de l'appareil industriel de défense
- Que les Occidentaux soient en mesure d'aider l'Ukraine à produire et à passer en économie de guerre

L'option 4 consistant à une victoire de l'Ukraine et à un retour des frontières de 1991 est un scénario peu probable puisqu'elle nécessite

l'accomplissement de deux conditions : un soutien occidental massif et un effondrement de la Russie. En effet, l'aide occidentale a davantage de probabilité de subir des difficultés plutôt que de s'accroître. Tandis que le régime russe apparaît consolidé avec l'échec de la rébellion de Prigogine ainsi que la réélection annoncée de Vladimir Poutine. Pourtant, les événements se sont enchainés avec une certaine vitesse dans ce conflit et rien n'est pas exclure. Dans cette hypothèse, Vladimir Poutine ne serait plus au pouvoir en Russie et cela constituerait le pire scénario pour lui.

ATTAQUER UN PAYS DE L'OTAN ?

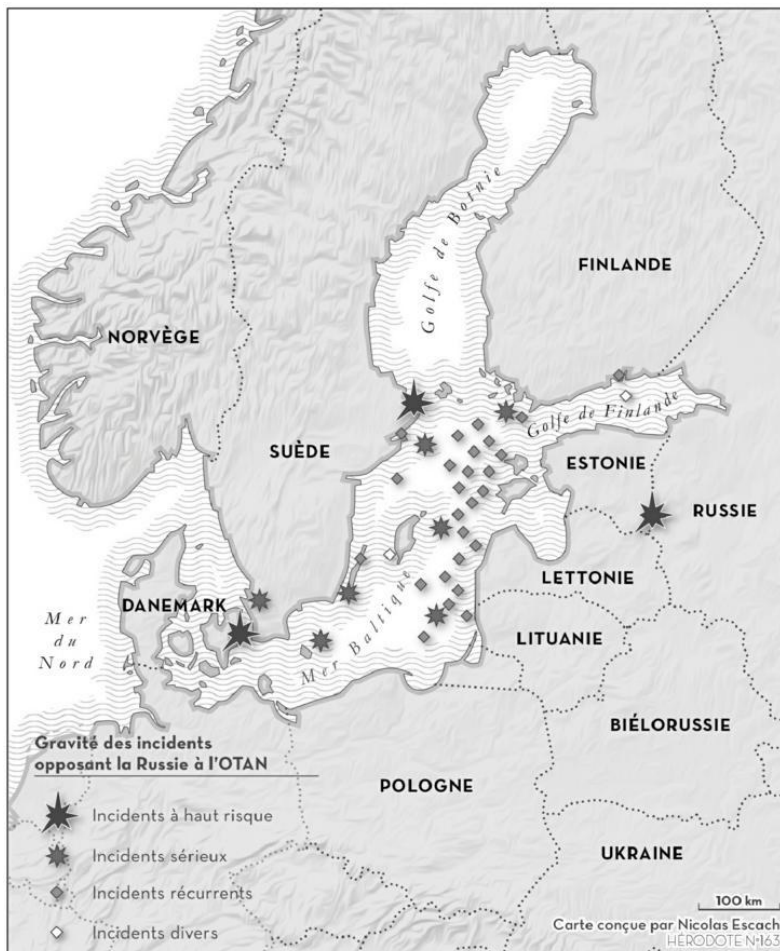
Nous l'avons rappelé dans la première partie : Vladimir Poutine a fait de l'OTAN sa préoccupation de sécurité majeure. En 2008, lors du référendum géorgien au sein duquel 77% des Géorgiens votants s'expriment en faveur de l'OTAN, le maître du Kremlin est certain que sans action diplomatique et/ou militaire volontariste, il n'arriverait pas à enrayer l'attraction occidentale et donc la présence de l'OTAN aux portes de la Russie. Malgré le fait qu'il ait pensé au cours de la décennie 2010 que l'OTAN se désagrégerait, la guerre en Ukraine a renforcé le rôle de l'OTAN dans la défense européenne. A ce titre, l'OTAN multiplie les exercices défensifs en cas d'attaque russe. Dernière en date, l'opération Steadfast Defender 24 dans l'Arctique constitue une démonstration de force de près de 90 000 soldats mobilisés durant plusieurs semaines. Le message envoyé par l'OTAN à Vladimir Poutine est de nature à poser une ligne rouge en matérialisant l'article 5 du traité de l'OTAN de 1949 portant sur les clauses d'assistance mutuelle.

Pourtant, s'il sort renforcé du conflit ukrainien, Vladimir Poutine pourrait être tenté de pousser son avantage encore plus loin. En effet, une victoire en Ukraine confère à Vladimir Poutine un avantage certain avec la consolidation de la Crimée et donc de l'accès aux mers chaudes qui constitue un objectif géostratégique vital depuis la Russie tsariste. Désormais, il ne lui manquerait que de sécuriser ses positions en mer Baltique sans pour autant ouvrir de conflit ouvert avec l'OTAN. Cela pourrait

se matérialiser par de nouveaux objectifs listés par ordre de probabilité : remodeler à son avantage les eaux territoriales dans la mer Baltique (1) ou revenir sur la neutralisation de la Finlande (2).

Premier objectif contre l'OTAN : remodeler les eaux territoriales dans la mer Baltique. Si la communauté internationale et l'Occident n'ont pas pu empêcher l'invasion de l'Ukraine, **Vladimir Poutine peut à nouveau bafouer le droit international par de nouvelles conquêtes, cette fois-ci maritimes.**

La mer Baltique est un territoire disputé car riche en ressources halieutiques, minières et en hydrocarbures et peut offrir un nouvel accès maritime à la Russie. Ainsi, la mer Baltique a déjà été depuis 2012 l'objet de tensions entre la Russie et l'OTAN. Vladimir Poutine possède l'enclave de Kaliningrad coincée entre la Pologne et la Lituanie. Conquérir des positions en mer Baltique peut se faire à deux endroits stratégiques : d'une part au Sud pour désenclaver au maximum l'enclave de Kaliningrad qui est une zone extrêmement militarisée avec plusieurs missiles de longue portée, une présence navale accrue et des systèmes de radars complexes. Cela permettrait à Vladimir Poutine de maintenir sa menace sur les pays européens et de l'OTAN avec des missiles de longue portée menaçant la Suède, la Finlande, la Pologne et même l'Allemagne. D'autre part, Vladimir Poutine peut choisir de renforcer ses positions en mer Baltique dans le Golfe de Finlande grâce à l'île Hiiumaa. Cette île estonienne concentre l'intérêt de Vladimir Poutine dans la mesure où elle est une place stratégique importante car elle est située en amont de Helsinki et Tallinn, les capitales respectives de la Finlande et de l'Estonie. Avec une telle prise de guerre, Vladimir Poutine pourrait facilement effectuer un blocus maritime de deux Etats pour lesquels il exerce leur appartenance à l'OTAN.

Carte des enjeux militaires et stratégiques en mer Baltique, 2016¹⁰

Deuxième objectif contre l'OTAN : revenir sur l'entrée de la Finlande dans l'OTAN. En effet, le leader russe n'a pas apprécié l'entrée récente de la Finlande dans l'OTAN avec qui il partage une frontière plus de 1 300 kilomètres. Ce dernier considérerait la neutralisation de la Finlande acquise. En ce sens, pour retrouver ce statut avec la Finlande deux hypothèses sont possibles : la négociation avec le Gouvernement finlandais ou l'affaiblissement économique de la Finlande ; une invasion militaire étant exclue au regard des difficultés éprouvées en Ukraine (la Finlande dispose d'une bien meilleure armée).

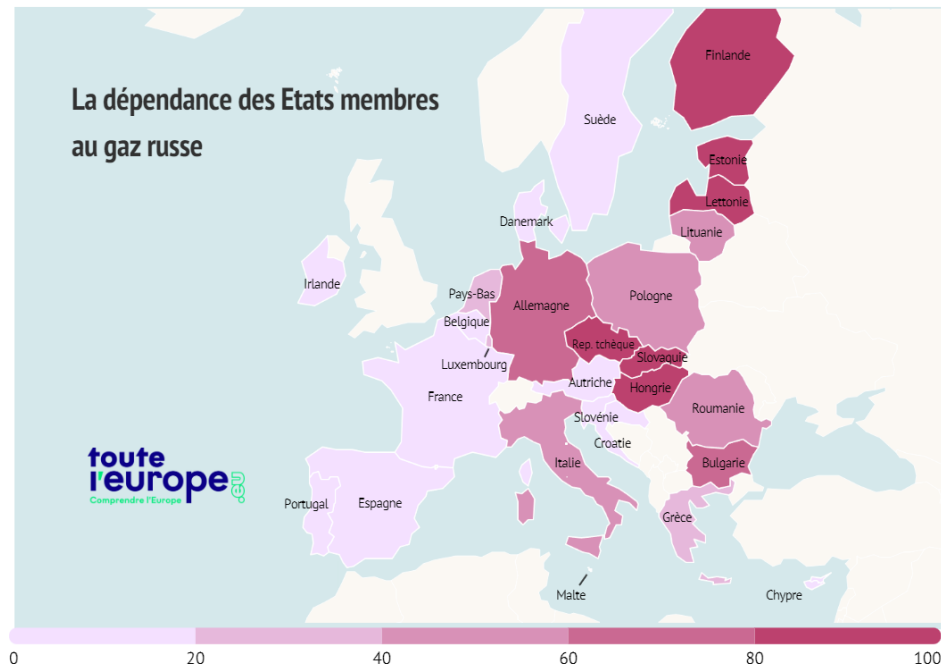
La première option repose sur un changement de Gouvernement. En effet, l'actuel président de la République finlandaise de droite, Alexander Stubb,

¹⁰ Escach, Nicolas. « Partage de la mer et nouveaux conflits géopolitiques en Baltique », Hérodote, vol. 163, no. 4, 2016, pp. 175-191.

qui vient d'être élu en mars 2024 dans une élection serrée face aux écologistes, incarne le camp atlantiste et anti-Poutine. Pourtant, il reste fragile à l'intérieur (élu avec 52% des voix sur un vote rejet des écologistes) et surtout doit composer avec une coalition hétéroclite allant jusqu'au parti populiste de droite (Parti des Finlandais) qui lui est beaucoup plus réservé sur la question de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. Or, ce parti représente 25% des sièges au Parlement et a terminé 3e de l'élection présidentielle avec près de 19% des voix, soit 8 points derrière Alexander Stubb. En cas de basculements internes, la Finlande pourrait avoir un Gouvernement moins atlantiste et plus enclin à négocier avec Vladimir Poutine pour revenir sur des gages de sécurités mutuelles, d'autant plus si le président russe sort victorieux en Ukraine et l'OTAN perdante.

La seconde option pour Vladimir Poutine est de profiter de son avantage économique sur la Finlande pour la forcer à revenir sur sa position. D'une part, la Finlande fait partie des pays les plus dépendants au gaz russe avec près de 97% de ses importations de gaz avant le conflit en Ukraine selon Eurostat. D'autre part, en cas de suractivité militaire en mer Baltique, Vladimir Poutine pourrait rendre difficile les exportations finlandaises. Or, le pays a tourné son modèle économique vers un modèle industriel exportateur notamment de bois, d'électronique et de métaux. Sa dépendance à la mer Baltique représente une fragilité sur laquelle Vladimir Poutine pourrait se porter, dans le cadre de la stratégie décrite ci-dessus pour reprendre des avantages géostratégiques contre les pays Baltes.

Part des importations de gaz provenant de la Russie, 2020



En somme, après une victoire en Ukraine, Vladimir Poutine pourrait engager un conflit tiède contre des pays de l'OTAN sans agression aussi violente qu'en Ukraine pour éviter toute escalade. Les points de fragilité de l'OTAN sont : les eaux territoriales des pays Baltes en raison de l'enclave de Kaliningrad et celles de la Finlande raison d'une île que Poutine pourrait convoiter (l'île Hiiumaa) (1) et le retour de la neutralisation de la Finlande par différents moyens (2). Il n'a donc pas besoin d'envahir les pays Baltes ou la Finlande pour obtenir de nouveaux avantages face à l'OTAN voire de nouveaux accords sur le périmètre de l'OTAN.

Le Monde vu par Vladimir Poutine: quel rôle pour la Russie dans l'architecture mondiale ?

La Russie joue sa survie en Ukraine. En effet, en cas de défaite militaire contre un pays de son voisinage plus faible que lui, il s'agirait probablement de la fin du réveil russe. La fédération russe pourrait rentrer dans une décennie similaire à la décennie des années 1990 avec des tentatives d'autonomisation des minorités nationales, notamment dans le Caucase ou proche de l'Asie Mineure. Pire, le pays ne disposera plus de la crédibilité pour incarner un monde multipolaire ou les grandes nations imposent leurs vues

dans leur zone géographique comme peuvent le faire la Turquie, la Chine ou encore l'Iran.

Seulement, nous l'avons vu, la Russie est en position dominante dans le conflit en Ukraine. Ainsi, en cas de victoire, elle dispose de deux grandes orientations stratégiques dans le monde d'après-guerre en Ukraine pour la décennie : soit elle devient le champion du Sud Global, soit elle devient une puissance stabilisatrice d'un monde multipolaire où les rapports entre l'Orient et l'Occident sont stabilisés.

Pour la première option, la Russie peut incarner une forme de leadership du champion du Sud Global en cas de victoire en Ukraine. Vladimir Poutine a en tête les années Brejnev de l'Union soviétique où celle-ci attirait des pays du Sud vers son modèle au détriment de l'Occident. Devenir le champion du Sud Global serait à ce titre une suite logique pour Vladimir Poutine qui incarne in fine le premier dirigeant non-occidental à dire non à l'Occident en Syrie en 2011.

S'il incarne avec le président chinois, Xi Jinping l'affrontement et l'opposition à l'Occident, il ne dispose pas des mêmes ressources que son voisin chinois. La Russie dispose de moyens diplomatiques et militaires importants qui peuvent lui permettre d'occuper une place importante sur la scène internationale. Cependant, elle n'a pas la capacité d'incarner le leadership puisqu'elle est accusée un retard beaucoup trop important en comparaison avec la Chine et les États-Unis.

Il est possible que la Russie essaie davantage de bousculer l'équilibre du monde pour : mettre fin à la domination occidentale et parvenir à un monde plus équilibré (1), et incarner symboliquement la rivalité à l'Occident lorsqu'un pays souhaiterait disposer d'un allié (2). Ainsi, il est probable que lorsqu'un État soit dans une position d'affrontement avec les États-Unis, il se tourne vers la Chine de Xi Jinping ou vers la Russie de Vladimir Poutine pour chercher un allié. Cette situation rappelle celle de la Guerre froide, avec

les pays qui se tournent soit vers les États-Unis soit vers l'URSS en cas de tensions.

Pour la seconde option, Vladimir Poutine peut devenir une puissance stabilisatrice du monde devenu multipolaire. Dans cette hypothèse, cela supposerait : que l'on bascule à un monde marqué par des réveils des empires à domination régionale (1), que la Russie ne soit plus uniquement dans une fonction anti-occidentale (2) et qu'elle conserve ses atouts diplomatiques et militaires avec une économie performante (3).

Dans une reconfiguration de l'équilibre des puissances, les États-Unis perdraient petit à petit leur hégémonie. Il s'agit d'une tendance depuis les interventions ratées en Irak et en Afghanistan, accentué par les crises économiques notamment celle de 2008. Ainsi, se dégagerait deux optiques : soit une rivalité entre la Chine et les États-Unis pour le leadership mondial soit une domination régionale de certains empires qui se battraient pour maîtriser et dominer leur espace. Dans la première hypothèse, la Russie ne peut être qu'un allié de la Chine. Dans la seconde hypothèse, elle doit soutiendrait les puissances qui veulent dominer leur zone et qui seraient de plus en plus hostiles aux États-Unis ainsi qu'aux Occidentaux. Ainsi, elle soutiendrait par exemple l'Iran dans son objectif d'être la principale puissance régionale.

En somme, par ses nombreuses déclarations et actes, Poutine s'est présenté comme un champion du multilatéralisme, en opposition viscérale avec l'Ordre Mondial actuel, dominé par les Occidentaux. Sa stratégie a toujours été de ne pas seulement présenter cette Guerre comme étant un conflit servant uniquement les intérêts russes, mais plutôt comme un conflit utilitariste. Cette rhétorique a permis de ne pas voir beaucoup de pays du Sud global s'opposer à lui et voter certaines résolutions à l'ONU. Ainsi, même si peu de pays se déclarent se placer dans le camp de la Russie, peu de pays ne faisant pas partie de l'aire d'influence occidentale se déclarent frontalement opposés au maître du Kremlin.

Cette mansuétude n'est pas pour déplaire à Vladimir Poutine, alors qu'il est conscient que le Sud Global reste un terme fourre-tout sans réalité géopolitique tant les divergences entre les pays qui le composent sont grandes. Pour autant, Poutine devrait continuer à se placer en victime exutoire des Occidentaux, d'autant plus que leur double-discours avec la Guerre entre Israël et le Hamas commence à en liguier plus d'un contre les Occidentaux. La Russie de Poutine joue sur le temps long et devrait poursuivre sa stratégie pour espérer être un champion du Sud Global, et représenter une unité qui n'a jamais existé malgré les efforts (comme avec le mouvement des non-alignés par exemple). Poutine rêve de la renaissance de la Grande Russie, unie et unificatrice, qui se veut puissance d'équilibre du monde multipolaire avant pourquoi pas de redevenir une puissance à part entière...

QUELLE VISION DE LA SOCIÉTÉ RUSSE AU XXIÈME SIÈCLE ?

Un contre modèle par rapport à la société occidentale :

Comme égal des Tsars ou des grands dirigeants communistes, **Vladimir Poutine veut transformer la société russe décadente issue des années de Boris Eltsine**. Pour lui, la renaissance de la Grande Russie passe par un modèle de société défendant les valeurs russes traditionnelles. Ainsi il s'est fait le champion des valeurs de la famille ou des valeurs orthodoxes (cela explique sa proximité avec les Chefs de l'Église Orthodoxe Russe). Cela ne devrait pas changer et il devrait pousser à ce que la société russe ressemble davantage à son idéal. Comme tel, Poutine doit garder dans un coin de sa tête la chute de Constantinople en 1453, alors que la Russie se veut en héritière de l'Empire Byzantin et en protectrice des chrétiens orthodoxes.

À travers sa politique intérieure et extérieure, Poutine promeut une alternative aux valeurs et systèmes politiques occidentaux, s'appuyant sur le nationalisme, le conservatisme, et une interprétation particulière de l'histoire russe. Il se positionne en défenseur des traditions et valeurs

orthodoxes, en opposition à ce qu'il qualifie de décadence morale de l'Occident.

Sur le plan intérieur, **cela se retrouve dans la promotion des valeurs conservatrices face au progressisme de l'Occident.** Il promeut activement des valeurs conservatrices et orthodoxes comme fondement de la société russe, en contraste avec ce qu'il perçoit comme une décadence morale de l'Occident. Par exemple, en 2013, la Russie a adopté une loi interdisant la "propagande" homosexuelle auprès des mineurs, loi critiquée internationalement mais défendue par Poutine comme la protection des valeurs familiales traditionnelles.

Sur le plan extérieur, **cela se retrouve dans la critique de la démocratie libérale et dans son discours sur l'État-nation.** Il met l'accent sur l'importance de l'État-nation russe face à ce qu'il considère comme les excès du multiculturalisme occidental. Il a souvent exprimé sa croyance en une Russie unique, avec une histoire et une culture distincte, qui doit se protéger contre les influences extérieures déstabilisantes.

En d'autres termes, Poutine cherche à promouvoir un modèle contre-occidental, contre ce qu'il décrit comme de la décadence (mariage homosexuel, droits LGBTQ...). Ce message peut dépasser les frontières, avec le Soft Power Russe et la forte présence de trolls russes sur les réseaux sociaux. Poutine est vu par certains Occidentaux (souvent d'extrême droite) comme un défenseur des valeurs traditionnelles, et il y a fort à parier que Poutine va continuer à user de ce levier formidable. Par le biais sociétal, il dispose d'un incroyable levier d'influence dans une société russe attachée aux valeurs traditionnelles, mais aussi à l'étranger auprès de personnes lassées des évolutions dans les démocraties occidentales.

Un modèle traditionnel marqué par le retour des valeurs millénaires russes et des valeurs religieuses pour soutenir le réveil de la nation-empire russe :

Poutine rêve d'une renaissance russe par le biais des valeurs traditionnelles, il se veut comme un nouveau Tsar, ce qui permet de la rapprocher d'autres dirigeants autocratiques comme Xi Jinping ou Erdogan. Nous assistons à un retour des Empires, et cela s'accompagne d'un retour de la grandeur nationale et de leaders rêvant de la grandeur passée de leurs pays.

Ainsi, les 3 rêvent d'une influence territoriale accrue, d'une influence culturelle et sociétale plus importante, mais se veulent aussi porteurs de valeurs traditionnelles unificatrices. C'est d'autant plus vrai pour Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan qui ajoutent l'influence religieuse à leur doctrine (le Communisme Chinois empêche cette dérive). Ainsi, Erdogan se rêve en nouveau Calife, 100 ans après l'abolition du Califat Ottoman. Vladimir Poutine tire des ficelles orthodoxes, pour refaire de la Russie un acteur religieux majeur, gardien des valeurs traditionnelles mais aussi protecteur des Orthodoxes (pas seulement russes).

UNE ELECTION PRESIDENTIELLE : POUR QUELLES SUITES ?

L'élection présidentielle de mars 2024 est majeure pour l'avenir de la Russie. D'une part, car la crise sanitaire a allongé d'un mandat les plans de Vladimir Poutine. Ainsi, initialement, l'élection de 2018 devait faire entrer la Russie dans la nouvelle ère des relations internationales avec une décennie 2020 cruciale pour Vladimir Poutine. Or, la crise sanitaire a ralenti une partie de ses plans en affaiblissant dans un premier temps les atouts de sa puissance (notamment sur le plan économique). Désormais, malgré la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine est en position de force et l'élection présidentielle 2024 doit permettre de réunir la Russie autour d'objectifs militaires et politiques pour la prochaine décennie.

D'autre part, l'affaiblissement du régime prévu par les experts internationaux occidentaux au cours de la dernière décennie ou pendant la guerre en Ukraine n'a pas eu lieu. C'est pourquoi comprendre les intentions de Vladimir Poutine est une nécessité pour aborder les relations

internationales. Il est possible que l'on puisse compter avec Vladimir Poutine jusqu'en 2036.

PERSPECTIVES ELECTORALES : VERS UNE REELECTION TRIOMPHALE

Une grande majorité des votes sera exprimée sur trois jours à partir du 15 mars, jusqu'au 17, bien que le vote anticipé et par correspondance ait déjà commencé, y compris dans les parties occupées de l'Ukraine où les forces russes tentent d'affirmer leur autorité. Le vote anticipé a commencé le mois dernier dans certaines zones difficiles d'accès, avec environ 70 000 personnes pouvant déposer leur vote dans des zones reculées du district fédéral de l'Extrême-Orient russe, selon l'agence de presse d'État TASS. La région représente plus d'un tiers du territoire total de la Russie mais compte seulement environ 5 % de sa population.

Cependant, il ne s'agit pas d'une élection normale ; le scrutin est essentiellement un exercice de validation constitutionnelle qui n'offre aucune perspective de déloger Vladimir Poutine du pouvoir. Vladimir Poutine va se présenter contre 2 autres candidats, sélectionnés à l'avance car incapables de faire de l'ombre au maître du Kremlin, dont la réélection est certaine. La domination du président sur le système électoral russe a déjà été renforcée à l'approche de l'élection. Le seul candidat anti-guerre du pays a été interdit de se présenter, et Alexey Navalny, l'ancien leader de l'opposition empoisonné et emprisonné, le plus éminent opposant à Poutine en Russie, est décédé le mois dernier.

Un second tour de scrutin aurait lieu trois semaines plus tard si aucun candidat n'obtenait plus de la moitié des votes, bien que cela serait une grande surprise. Les Russes élisent uniquement le poste de président ; les prochaines élections législatives, qui détermineront la composition de la Douma, sont prévues pour 2026.

En effet, selon toutes les enquêtes d'opinion, Vladimir Poutine emporterait entre 60 et 65% des voix exprimées. Cela s'explique par trois dynamiques :

un effet drapeau (1), des résultats diplomatiques et économiques jugés bons par les Russes (2) et une absence d'opposition (3). D'abord, il faut rappeler que déjà dans les années 2000 plus de 9 Russes sur 10 estimaient nécessaires de protéger les minorités russes dans le voisinage de la Russie. Ainsi, la politique menée en Ukraine par Vladimir Poutine répond aux aspirations d'une majorité de Russes. Il **crée un effet drapeau autour de Vladimir Poutine, les Russes sachant pertinemment qu'il est préférable pour la Russie de gagner avec Poutine que de perdre sans lui** (1). Évaluer véritablement l'opinion populaire est notoirement difficile en Russie, mais Vladimir Poutine a indéniablement récolté les fruits d'un paysage politique dramatiquement en sa faveur. Le Centre Levada, une organisation de sondage non gouvernementale, rapporte l'approbation de Poutine à plus de 80% grâce à des résultats diplomatiques et économiques jugés bons par les Russes – un chiffre étonnant pratiquement inimaginable parmi les politiciens occidentaux (2). Enfin, il est à noter une absence d'opposition davantage marquée qu'il y a une décennie. Aucun des candidats en lice ne récolterait selon les sondages plus de 5% des voix. Cependant, il convient de nuancer cette absence d'opposition par deux éléments. D'une part, "l'opposition russe" s'est déplacée de la société civile à l'armée lors de la guerre en Ukraine. Ainsi, quelques débats sur la ligne stratégique avaient émergé en 2022, notamment incarné au plus haut par la rébellion de Prigojine au début de l'été 2022 s'opposant à l'intégration de Wagner dans l'armée régulière et sur les objectifs stratégiques à Bakhmut. D'autre part, les Russes peuvent relativement faire entendre une opposition sur les élections intermédiaires et législatives moins favorables au Parti de Vladimir Poutine. En effet, si le président russe obtient environ 70-60% des votes lors de la présidentielle, le parti Russie Unie n'a obtenu "que" moins de 50% des voix aux législatives de 2021. Ainsi, on observe malgré tout depuis la période Medvedev une différence entre l'équation personnelle de Vladimir Poutine et celle de ses soutiens.

Cette élection marquera le début du premier de ces deux mandats supplémentaires autorisés par la réforme constitutionnelle de 2020. Ainsi,

sauf cataclysme, Poutine devrait être président jusqu'en 2036. Les élections en Russie ne sont ni libres ni équitables, et servent essentiellement de formalité pour prolonger le mandat de Poutine au pouvoir, selon des organismes indépendants et des observateurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Enfin, ces élections s'inscrivent dans le contexte du décès d'Alexey Navalny – le critique le plus éminent de Vladimir Poutine – qui a servi à souligner le contrôle que le leader russe exerce sur la politique de son pays. Sa veuve, Yulia Navalnaya, a exhorté l'Union européenne à « ne pas reconnaître les élections » dans un discours passionné au Conseil des Affaires étrangères quelques jours après être devenue veuve. Des milliers de personnes se sont rassemblées pour les funérailles de Navalny à Moscou malgré la menace de détention par les autorités russes. Ces rassemblements ont fortement déplu au maître du Kremlin, qui pourrait se retrouver avec un nouveau martyr. Cela n'est pas sans rappeler les événements ayant suivi la mort de Prigojine, alors que le Kremlin avait du diffuser l'adresse de plusieurs cimetières pour éviter tout rassemblement.

Navalnaya a depuis exhorté les Russes à se manifester à midi le dernier jour des élections, le 17 mars, en signe de protestation, suggérant aux Russes de « voter pour n'importe quel candidat sauf Poutine, de gâcher leur bulletin de vote ou d'écrire Navalny dessus ».

Cette élection est vue par beaucoup comme une formalité pour maintenir Poutine au pouvoir, dans un contexte où les voix de l'opposition sont systématiquement réduites au silence ou écartées du processus électoral, mettant en lumière les défis de la démocratie et de la liberté d'expression en Russie.

PERSPECTIVES A L'INTERNATIONAL :

L'approfondissement des intentions de Vladimir Poutine illustre la complexité et la détermination derrière sa politique. En poursuivant ses objectifs, **Vladimir Poutine cherche non seulement à redéfinir le rôle de la Russie dans le monde post-Guerre Froide, mais aussi à modeler l'ordre international selon sa vision.** Cependant, ses ambitions se heurtent à de nombreuses résistances, tant sur le plan intérieur qu'international, et les conséquences à long terme restent incertaines. Même s'il apparaît comme difficile de prédire l'avenir avec certitude, nous pouvons lister les contraintes à surmonter pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible :

1. Eviter une escalade des tensions internationales :

L'approche agressive de Poutine, en particulier son intervention militaire en Ukraine, pourrait continuer à exacerber les tensions entre la Russie et l'Occident. Cela pourrait mener à une nouvelle course aux armements, à des conflits régionaux plus étendus, ou même à un affrontement direct entre grandes puissances. Si Vladimir Poutine cherche à éviter l'affrontement direct avec l'OTAN, force est de constater que différents événements extérieurs pourraient le contraindre à aller plus loin. En effet, il n'a pas résolu la question de l'élargissement de l'OTAN. En mars 2024, il y a plus de pays adhérents à l'OTAN que lorsqu'il entame son pivot stratégique en 2012. Sa politique agressive à l'encontre de certains de ses voisins l'a conduit à devoir faire face à davantage de pays hostiles dans l'OTAN et à une réactivation de l'OTAN dans l'Occident alors que les Etats-Unis portaient leur regard sur la zone Indopacifique.

2. Isolement international de la Russie :

La poursuite de cette politique pourrait accroître l'isolement diplomatique et économique de la Russie. Les sanctions occidentales, déjà importantes, pourraient se renforcer, affectant davantage l'économie russe et sa capacité à maintenir son influence à l'étranger.

Si le leader russe conserve une clémence vis à vis du Sud Global depuis le conflit en Ukraine, il ne bénéficie pas non plus d'un soutien plein et entier de la part du Sud Global. Plusieurs sujets internationaux peuvent le contraindre à générer de l'hostilité vis à vis de certains pays du Sud Global, notamment en adoptant des postures plus interventionnistes dans les théâtres d'opération loin de son voisinage comme au Moyen-Orient ou en Afrique. Enfin, un autre questionnement pour Vladimir Poutine concerne ses relations avec la Chine. Est-ce que le leader russe peut tenir une alliance durable avec la Chine en évitant la vassalisation de son pays ?

3. Instabilité régionale :

La politique étrangère de Vladimir Poutine, centrée sur la revanche et la grandeur nationale, pourrait entraîner une instabilité accrue dans les régions frontalières de la Russie.

Les conflits gelés pourraient se réchauffer, et de nouveaux foyers de tension émerger, avec des conséquences humanitaires et géopolitiques potentiellement graves. Au regard des moyens consentis pour sécuriser ses objectifs militaires en Ukraine, un développement de zones de conflits aux portes de la Russie peut représenter une contrainte pour le président russe en l'empêchant de se projeter sur la conquête internationale et le renversement des relations internationales.

QUEL APRES VLADIMIR POUTINE POUR LA RUSSIE ?

- **La question de la succession :**

Le décès de Navalny cimente efficacement la position de Poutine en tant que leader à vie, révélant une réalité frappante : **il n'y a pas de stratégie visible pour l'avenir politique de la Russie après Poutine**, soulevant des questions sur la stabilité politique de la nation au-delà de son règne.

Malgré les changements constitutionnels approuvés en 2020, permettant à Poutine la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2036, **il semble n'y avoir**

aucun successeur clair ou alternative à son modèle de gouvernance.

Cette situation indique une négligence significative, compte tenu de l'âge de Poutine et des incertitudes que l'avenir réserve. Les remarques du porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, qui soulignent que Poutine bénéficie du "soutien absolu de la population", soulignent la croyance prévalente au sein du Kremlin de l'indispensabilité de Poutine.

À 71 ans, Poutine dépasse l'espérance de vie moyenne des hommes russes, mais il reste une figure dominante sur la scène politique, apparemment en bonne santé.

Cependant, cela ne diminue pas les inquiétudes concernant l'avenir du système politique qu'il a méticuleusement élaboré au cours des deux dernières décennies. Les analystes craignent que le système soit fragile, excessivement dépendant du leadership personnel de Poutine et vulnérable aux perturbations, y compris les problèmes de santé potentiels affectant Poutine.

Le récent défi au règne de Poutine par le Evguenyi Prigojine, et les rumeurs persistantes, bien que non vérifiées, sur la santé de Poutine **signalent des préoccupations sous-jacentes concernant un plan de succession.** La constitution russe prévoit une succession ordonnée : en cas de décès ou d'incapacité de Vladimir Poutine en fonction, ses pouvoirs seraient temporairement assumés par le président du gouvernement, un poste actuellement occupé par le Premier ministre Mikhail Mishustin.

Mais en pratique, les analystes disent que Poutine préside à quelque chose qui ressemble à un système de cour, dans lequel le président est l'arbitre ultime des disputes entre les factions élites concurrentes. Et là où le système soviétique disposait d'un Politburo consensuel établissant un mécanisme relativement stable (bien qu'opaque) pour le transfert du pouvoir, certains observateurs ont comparé le cercle intime de Poutine, qui comprend des riches alliés, des représentants de l'appareil de sécurité de l'État et des technocrates loyaux, à une sorte de Politburo 2.0 qui pourrait gérer une succession potentielle.

La Russie de Poutine a également un autre précédent pour transférer le pouvoir à un successeur de confiance en plus des contournements constitutionnels qui ont déjà prolongé son temps au pouvoir. En 2008, Poutine a atteint la fin de son deuxième mandat présidentiel et s'est mis de côté pour un remplaçant choisi, Dimitri Medvedev. Mais alors que Medvedev a hérité du poste de Président, Poutine est resté le véritable pouvoir derrière le trône et a remporté un troisième mandat en 2012. Medvedev a signé une loi modifiant les mandats présidentiels à six ans puis Poutine a remis à zéro le compte des limites de mandat avec le référendum constitutionnel de 2020. Seulement, une telle option est différente pour la Russie actuelle au regard d'une part d'un objectif de puissance pour la décennie de 2020 alors que les années 2010 étaient davantage portées sur la renaissance russe, et d'autre part car Vladimir Poutine ne pourra pas revenir après son prochain successeur.

Sans surprise, l'intention de Poutine de rester au pouvoir est devenue l'objet de moqueries de la part de l'opposition russe. Lorsque Poutine a annoncé son intention de briguer un troisième mandat de suite, la comparaison avec Leonid Brejnev, ancien dirigeant communiste, est devenue virale, et cette comparaison est reprise en masse par l'opposition.

Le Kremlin a sans doute étudié comment les autocrates voisins maintiennent leur emprise sur le pouvoir. **Le cas de Nazarbaïev, au Kazakhstan cependant, peut s'avérer instructif pour le Kremlin.** À la suite des troubles violents en janvier 2022, Nazarbaïev a été écarté par le président Kassym-Jomart Tokayev de son poste au conseil de sécurité et a perdu des privilèges clés en matière de politique. Les successeurs de confiance, il semble, ne peuvent être fiables que pendant un certain temps.

Certains observateurs politiques russes spéculent que la véritable compétition pour succéder à Poutine ne commencera pas avant les années 2030, lorsque Poutine atteindra son sixième mandat et autorisera le choix de son successeur. Même l'ancien président Medvedev, qui a perdu la deuxième place en 2020 lorsqu'il a démissionné lors d'un remaniement

gouvernemental, peut encore espérer voir sa chance se présenter. Alors qu'écrit par certains observateurs comme un acteur politique sérieux, Medvedev a utilisé la guerre en Ukraine pour se tailler une place en tant que voix stridente anti-occidentale, apparaissant récemment devant une carte d'une Ukraine découpée et déclarant que "l'Ukraine est définitivement la Russie". Que Medvedev ait une autre chance ou non pour le poste suprême de la Russie, l'invasion de l'Ukraine a déplacé le ton officiel dans les cercles élites russes vers une bellicosité débridée (encore plus depuis l'échec de la mutinerie de Prigojine). Et la Russie est maintenant une autocratie postmoderne qui peut brandir les cotes d'approbation encore élevées de Poutine (dont on peut douter de la véracité, mais cela importe peu) et sa réélection inévitable (aussi peu démocratique soit-elle) comme un signe de légitimité et de soutien public incontestable pour la guerre.

L'après-Poutine : le réveil des nationalismes ?

Il semble improbable que Poutine soit destitué de l'intérieur, surtout après les récents événements. L'opposition à la guerre et à sa stratégie est limitée en Russie, et tout indique que Poutine se dirige vers une réélection en 2024. Un changement de régime en Russie est peu probable, et s'il se produit, il viendra probablement des régions peuplées par des minorités ethniques, potentiellement génératrices de désordre. **Cela pourrait conduire à une situation similaire à celle qui a suivi la révolution de 1917, où certaines régions ont tenté de faire sécession, le gouvernement central cherchant à reprendre le contrôle de ces territoires.**

La Russie, étant le plus grand pays du monde, abrite de nombreux peuples aux ambitions indépendantistes. **Ces minorités, souvent opprimées par Moscou, ont été fortement touchées par la conscription imposée par Vladimir Poutine l'année dernière.** Par exemple, les Tatars de Crimée sont majoritaires parmi les conscrits de la région. Pour gérer cette diversité, la Russie a dû créer des républiques au sein de la fédération, accordant certaines libertés. Aujourd'hui, la Russie compte 22 républiques, et les problèmes pourraient émerger de cette organisation. Les républiques caucasiennes pourraient à nouveau s'opposer au pouvoir fédéral, même si le

contrôle de Moscou est désormais plus ferme. Une agitation au Moyen-Orient pourrait inspirer ces populations musulmanes, historiquement réticentes à l'influence de Moscou. D'autant plus que le Caucase devient progressivement un territoire de conquête islamiste. Selon les derniers rapports de la DGSE, la résistance tchéchène s'est islamisée après la guerre en Irak et en Afghanistan. Les montagnes tchéchènes permettent d'expérimenter des combats comme en Afghanistan et a servi de bases-arrières aux djihadistes dans le levant et aux Talibans. Désormais, la filière caucasienne est devenue une des principales filières terroristes, en Russie, mais également en Europe avec l'attentat du regretté professeur Bernard l'année dernière.

D'autres nationalités peuvent également chercher un processus d'autonomisation. La République de Touva, voisine de la Mongolie et dont les habitants parlent une langue turque, est un cas pertinent. Historiquement partie de la Mongolie extérieure, ce territoire pourrait aspirer à se rapprocher de la Mongolie ou de la Chine. L'indépendantisme y a gagné en force depuis le début de la guerre. On peut également mentionner l'Altaï, la Khakassie et la Bouriatie, ainsi que la République de Sakha, la plus vaste république de Russie, où les conditions économiques sont précaires et la population principalement turcophone. En Bachkirie, le mouvement indépendantiste est également notable. La République Populaire de l'Oural est un autre exemple intéressant, avec des minorités telles que les Kazakhs et les Ouzbeks qui pourraient se faire entendre. Ces minorités partagent des problèmes socio-économiques, une surexploitation de leurs ressources et le sentiment d'être négligées par Moscou. La conscription frappe durement ces groupes, et malgré une autonomie de façade avec des pouvoirs délégués aux républiques, le Kremlin garde un contrôle ferme, aucun gouverneur ne pouvant être élu sans l'approbation de Poutine.

Ainsi, étant donné que Vladimir Poutine a verrouillé le pouvoir en Russie, par le biais d'un État fort et centralisé, la seule manière de voir Poutine tomber, serait une implosion de la fédération de Russie, mais avec des déflagrations

loin de Moscou, dans des Régions lointaines. Si toutes les révoltes se produisent en même temps, le pouvoir central ne sera pas en mesure de rétablir l'ordre, sachant que la Guerre en Ukraine est déjà un lourd fardeau. De surcroît, sans aller vers un scénario hautement improbable de révoltes conjointes, **une multiplication des contestations nationales fragiliserait malgré tout le régime et son story telling.** En effet, comment peut-il être possible de rendre sa grandeur à la Russie sans pour autant parvenir à conserver l'unité nationale ?

Fin de Poutine : Une chute de l'économie

Deux ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, **le récit entourant l'économie russe a évolué de manière significative.** Au départ, de nombreux analystes et gouvernements préoyaient un effondrement économique rapide et sévère de la Russie en raison des sanctions sans précédent imposées par l'UE, les États-Unis et d'autres nations. Cependant, la résilience de l'économie russe a déjoué ces attentes, suscitant un débat plus nuancé sur le véritable état de santé financier de la Russie et la durabilité de sa résilience économique apparente.

Malgré les sanctions et la pression internationale, **le Fonds monétaire international (FMI) a projeté une perspective optimiste pour l'économie russe, prévoyant une croissance du PIB de 2,6% pour l'année en cours, après un taux de croissance dépassant 3% en 2023.** Cette croissance intervient dans un contexte de revenus pétroliers en hausse et de taux de chômage historiquement bas. Pourtant, les fondements de ces indicateurs positifs ne sont pas sans controverse. L'augmentation significative des dépenses de défense et de sécurité par le Kremlin, consommant 40% du budget, indique une économie de guerre que de nombreux experts considèrent comme dangereusement surchauffée. En outre, l'économie est confrontée à des défis tels qu'une pénurie de main-d'œuvre croissante et une inflation élevée, tandis que l'impact des sanctions en cours reste un sujet de débat.

La **durabilité de l'économie russe face aux sanctions peut être attribuée à plusieurs facteurs clés**. Trois raisons principales existent : la robustesse du système financier russe, renforcée par les préparatifs depuis la crise de Crimée en 2014 ; des gains substantiels provenant des exportations de pétrole et de gaz en 2022, aidés par la lente réponse des puissances occidentales à cibler ces exportations ; et l'échec des contrôles à l'exportation à bloquer suffisamment l'accès de la Russie aux biens essentiels pour son complexe militaro-industriel via des pays tiers.

À l'inverse, il existe un impact significatif, bien que moins catastrophique que prévu, des sanctions sur l'économie russe. Il y a **la baisse des revenus d'exportation de pétrole et de gaz russes en 2023 par rapport à 2022** et la nécessité pour la Banque centrale russe d'augmenter les taux d'intérêt à 16% pour lutter contre l'inflation.

De plus, **la Russie a démontré une adaptabilité dans le contournement des sanctions**, notamment grâce à des stratégies pour continuer à vendre son pétrole à des taux de marché malgré un plafond de prix imposé par l'Occident et en employant une "flotte fantôme" pour transporter son pétrole. La persistance de telles activités souligne les défis auxquels la communauté internationale est confrontée pour limiter efficacement l'activité économique russe.

Le **passage à une économie de guerre, marqué par un triplement des dépenses de défense depuis 2021, introduit des complexités supplémentaires**. Ce pivot stimule la croissance du PIB grâce à des dépenses publiques élevées dans la production militaire, mais représente une activité économique non productive et finalement gaspilleuse. Il existe de lourdes conséquences à long terme de se concentrer sur les biens consommables plutôt que sur des investissements substantiels dans la base industrielle, prévoyant une réserve épuisée et une reprise économique post-conflit difficile.

La **dynamique du marché du travail complique davantage la situation**, la conscription et l'émigration de travailleurs qualifiés menant à des pénuries de main-d'œuvre malgré un chômage quasi inexistant. L'augmentation conséquente des salaires a contribué de manière significative à l'inflation de la consommation, posant des défis à long terme à l'économie russe.

Malgré ces défis, la vaste base de ressources de la Russie et le rôle crucial de ses exportations sur les marchés mondiaux continuent de soutenir son économie.

Les **implications géopolitiques plus larges de la position économique de la Russie, en particulier par rapport à l'Ukraine, restent une préoccupation cruciale**. La poursuite de l'application des sanctions et le besoin pour l'alliance occidentale de limiter davantage la capacité de guerre du Kremlin soulignent l'interaction complexe entre les mesures économiques et les objectifs politiques. La situation souligne l'équilibre délicat entre l'imposition de pressions économiques sur la Russie tout en soutenant l'Ukraine, un acte d'équilibrage qui reste semé de défis et de contradictions.

Si l'économie russe venait à sombrer, qui plus est par la seule action de Poutine, alors cela pourrait avoir de graves conséquences pour Vladimir Poutine et signer sa fin. En effet, Vladimir Poutine a déjà promis à de nombreuses reprises de combattre la dépendance de l'économie russe aux exportations d'hydrocarbure, mais il a échoué à transformer les paroles en actes. En cas de cataclysme économique, alors Poutine pourrait être renversé car il n'aura pas été le garant de la stabilité et de la grandeur russe.

CONCLUSION

La réélection de Poutine le 17 mars ne fait aucun doute. Cela s'explique par son emprise sur le pays acquise après un long travail d'influence et de coercition. Vladimir Poutine incarne le redressement de la Russie et son retour en force sur la scène internationale après la parenthèse portée par Boris Eltsine. Le chef du Kremlin a tourné la page de prédécesseur pour assoir sa mainmise sur le pays afin de construire une société à son image (1) et le redresser au service de sa vision du monde (2).

En rupture avec l'Occident depuis la fin des années 2000, son modèle de société apparaît comme à l'opposé de l'évolution des sociétés occidentales. Il souhaite ainsi transformer une société jugée décadente sous le règne de Boris Eltsine et éviter qu'elle ne suive le même chemin que les sociétés européennes. Ainsi, le modèle de société défend les valeurs traditionnelles comme celle de la famille et de l'église orthodoxe. Vladimir Poutine fonde sa société sur le nationalisme, le conservatisme autour d'une interprétation particulière de l'Histoire russe. Les valeurs conservatrices doivent permettre à la Russie d'éviter la « dérive progressiste » de l'Occident qui est vu en pleine décadence morale.

Pour cela, Vladimir Poutine a accentué sa mainmise sur le pays où il règne sans partage. Depuis 2012, l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine a été marqué par une consolidation du contrôle autoritaire. Cela a été marqué par : une centralisation du pouvoir, des changements constitutionnels pour rester au pouvoir potentiellement jusqu'à 2036, une répression de l'opposition et de la société civile, un contrôle des médias et de l'information, renforcer son assise au nom de la sécurité nationale et des mesures législatives pour renforcer les surveillances et restreindre les libertés.

De même, la Russie a dû se réarmer pour tourner la page de Boris Eltsine afin d'avoir les moyens de peser sur la scène internationale. Vladimir Poutine s'est occupé dans ses premières années de pouvoir, à redresser

l'économie russe en difficulté après la fin de l'URSS et le règne d'Eltsine avec notamment la crise financière de 1998. Grâce à une combinaison de la hausse des prix mondiaux du pétrole et des réformes économiques, incluant la simplification du système fiscal et l'amélioration des conditions pour les entreprises et les investissements, l'économie russe a commencé à montrer une croissance robuste. Ainsi, les retombées économiques de la croissance russe permettent à l'État de dégager des revenus pour investir dans les services publics de la Santé, de l'Éducation et du Logement. Ces développements ont conduit à une amélioration significative du niveau de vie de nombreux Russes et ont renforcé la popularité de Poutine. Alors que certains pouvaient penser qu'il s'agirait de son objectif ultime, il s'agissait seulement d'un moyen pour permettre à la Russie de se replacer sur la scène internationale.

Sur la scène internationale, le président russe s'est construit progressivement en champion du Sud Global pour lutter la domination Occidentale. La Russie s'est éloignée progressivement du camp occidental avec la détérioration des relations avec les pays occidentaux, alimentée par des désaccords sur l'Ukraine, la Syrie, les allégations d'ingérence électorale et les incidents de cybersécurité. Vladimir Poutine a constamment présenté la Russie comme une puissance souveraine résistant à l'hégémonie occidentale et à l'empiétement sur ses intérêts et alliés. Sa victoire symbolique au Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier syrien en 2011 lui permet de retrouver du crédit notamment dans les pays du Sud. L'année 2015 marque le retour de la puissance militaire russe sur un théâtre d'opération en dehors de son aire géographique. L'intervention militaire de la Russie en Syrie pour soutenir le régime d'Assad a établi la Russie comme un acteur clé au Moyen-Orient, démontrant sa volonté d'utiliser la force militaire pour atteindre ses objectifs de politique étrangère et protéger ses intérêts dans la région, mais également dans le reste du monde comme en Afrique.

Sa position s'est renforcée grâce à la montée en puissance des BRICS, le déclin relatif de l'Occident et avec le rapprochement avec la Chine de Xi

Jinping. La coalition des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) a servi de plateforme cruciale pour la Russie afin d'affirmer son influence sur la scène mondiale au-delà de l'ordre centré sur l'Occident. Sous Poutine, la Russie s'est activement engagée avec les nations des BRICS pour plaider en faveur d'un ordre mondial multipolaire, où la dominance occidentale, en particulier celle des États-Unis, est contestée. La relation entre la Chine et la Russie s'est considérablement approfondie après le retour de Poutine, marqué par une coopération accrue dans des domaines tels que l'énergie, le militaire et la technologie. Ce partenariat est stratégique pour Poutine, car il s'aligne sur son objectif de réduire la dépendance vis-à-vis de l'Occident tout en contrant l'influence américaine dans les affaires mondiales.

Cela lui a permis d'être un acteur diplomatique de premier plan ainsi qu'une certaine influence en Europe (même si elle s'est bien réduite depuis le début de la guerre en Ukraine). Cette position se caractérise notamment par : l'intervention militaire en Syrie contre l'État islamique qui a renforcé sa position militaire au Moyen-Orient, l'organisation des Jeux Olympiques d'Hiver à Sotchi. La Russie est attractive pour une partie des européens en raison de son modèle de société fondée sur la défense des valeurs traditionnelles et d'un modèle illibéral. Cela a permis à la Russie d'établir des liens avec certains partis en Europe, notamment les partis nationalistes et eurosceptiques.

La réussite ou l'échec de Vladimir Poutine dépend maintenant de la guerre en Ukraine qui pourrait constituer : le point de départ de la fin de l'Histoire à savoir la fin de domination occidentale dans le monde ou la fin pour le chef du Kremlin. Dans cette seconde hypothèse, en cas de défaite, Vladimir Poutine pourrait difficilement rester au pouvoir, et son règne serait définitivement ternie. Toutefois, dans nos 3 options sur les 4 que nous présentons pour la fin du conflit, ils seraient principalement gagnant. En fonction du narratif, et des conditions de victoire, la guerre en Ukraine pourrait constituer le symbole d'une « fin de l'Histoire » selon le concept philosophique de Hegel, repris par Francis Fukuyama. Le premier a affirmé que la victoire de Napoléon à Iéna avait constitué la fin de l'Histoire en

termes d'évolution de la société humaine vers « l'État universel et homogène ». Le second affirmait qu'après la Chute du Mur de Berlin, il était vraisemblable que l'on aboutisse à une victoire de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Ainsi, la défaite de l'Ukraine pourrait constituer le symbole d'une défaite occidentale contre un régime autoritaire et le début de la fin de la domination occidentale. Cela refermerait une parenthèse ouverte avec la chute de l'Empire chinois lors des guerres de l'Opium.

Or, si nous suivons le raisonnement de Francis Fukuyama, ne peut-on pas dire qu'une défaite de l'Ukraine pourrait entraîner la fin de la parenthèse de domination occidentale ? Si nous allons au bout de cette réflexion, plusieurs hypothèses pourraient aller dans ce sens : d'abord, la victoire d'un état autoritaire sur un autre soutenu par les Occidentaux, malgré les sanctions, serait possible (1) ; d'autres états autoritaires comme la Chine peuvent-ils se sentir pousser des ailes et passer à l'acte de leur côté (2) ; enfin, l'ordre mondial établi après la Seconde Guerre mondiale sous l'influence des États-Unis pourrait-il survivre à de tels revers et prospérer (3) remettant en cause la domination occidentale sur le long terme.

La victoire de la Russie en Ukraine constituerait un symbole et serait la première étape du renversement de l'Ordre Mondial par les pays du Sud Global au détriment des Occidentaux. Si ces pays ne sont pas d'accord sur leurs objectifs, ils sont unis dans leur contestation de la domination occidentale et en particulier celle des États-Unis. Ainsi, la défaite de l'Ukraine pourrait constituer, une étape symbolique débouchant sur la remise en cause de la domination occidentale notamment par le biais des institutions internationales. Dans cette hypothèse, on ne peut exclure une remise en cause de l'ordre et la sécurité internationale comme nous la connaissons depuis la Chute du Mur de Berlin aboutissant à une fin de l'Histoire : celle de la domination occidentale sur le monde soit l'objectif affiché de Vladimir Poutine dans sa volonté de reconfigurer la scène mondiale.

Par **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des Études du Millénaire

William Thay, président du Millénaire

Matthieu Hocque, Directeur adjoint des Études du Millénaire

Thibault Arondel, analyste du Millénaire

Crédit Photo : [Vladimir Poutine](#) via Wikimedia Commons [sous licence CC BY 4.0 DEED](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*